



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

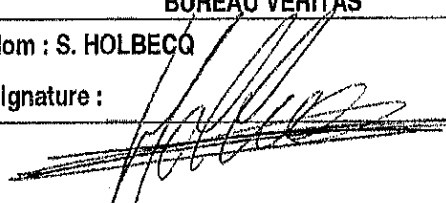


Objet du présent document :

- * Le présent document a pour objet de permettre au propriétaire d'un immeuble de remplir ses obligations vis-à-vis de la protection contre les risques dus à l'amiante.
- * Le dossier technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits définis en annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs.

Ce DTA est établi selon les conclusions du rapport CB814/1621045/1 - rév. 00 en date du 28/08/2006 relatif au repérage amiante réalisé par : BUREAU VERITAS

Date de mise en exploitation :

Nom du responsable d'affaire BUREAU VERITAS	Nom du responsable de site
Nom : S. HOLBECQ	Nom :
Signature : 	Signature :



SOMMAIRE

<u>PREAMBULE</u>	3
<u>CHAPITRE 1 : LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES - CARTOGRAPHIE</u>	11
<u>CHAPITRE 2 : RECENSEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES</u>	12
2.1. LOCALISATION DES ZONES NON VISITEES	12
2.2. MATERIAUX ET PRODUITS IDENTIFIES CONTENANT DE L'AMIANTE	13
<u>CHAPITRE 3 : PLAN DE SUIVI</u>	14
3.1 SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	14
3.2 SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES COMPOSANTS AUTRES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	15
<u>CHAPITRE 4 : MESURES CONSERVATOIRES - TRAVAUX</u>	16
4.1 ENREGISTREMENT DES MESURES CONSERVATOIRES MISES EN ŒUVRE	16
4.2 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DE RETRAIT OU CONFINEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	17
4.3 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DANS LES LOCAUX OU DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ONT ETE REPERES	18
4.4 COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	19
<u>CHAPITRE 5 : CONSIGNES GENERALES DE SECURITE</u>	20
5.1 INFORMATIONS GENERALES	20
5.2 INFORMATION DES PROFESSIONNELS	21
5.3 CONSIGNES GENERALES DE SECURITE VISANT A REDUIRE L'EXPOSITION AUX POUSSIERES D'AMIANTE.	21
5.4 CONSIGNES GENERALES DE SECURITE, RELATIVES A LA GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE	22
5.5 FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	22



PREAMBULE

Le dossier technique "Amiante" est établi sur la base du repérage des matériaux listés en annexe 13.9 du code de la Santé Publique :

Composants de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Parois verticales intérieures et enduits ❖ Murs ❖ Poteaux ❖ Cloisons ❖ Gaines et coffres verticaux	Flocage Projections et enduits Revêtements durs (plaque menuiserie, amiante-ciment) Flocage Projections et enduits Entourage de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre) Flocage Projections et enduits, panneaux de cloisons Flocage Enduit projeté Panneaux de cloisons
Planchers, plafonds et faux - plafonds ❖ Plafonds ❖ Poutres et charpentes ❖ Gaines et coffres verticaux ❖ Faux - plafonds ❖ Planchers	Flocage Enduit projeté Panneaux collés ou vissés Projections et enduits Flocage Enduits projetés Panneaux Panneaux Dalles de sol
Conduits, canalisations et équipements ❖ Conduits de fluides (air, eau, autres fluides, ...) ❖ Clapets, volets coupe-feu ❖ Porte coupe-feu ❖ Vide-ordures	Conduits, calorifuges Enveloppe de calorifuge Clapet, volet, rebouchage Joints (tresses, bandes) Conduit
Ascenseur, monte-charge ❖ Trémie	Flocage



SDC Parking Espace Lognes	N° : CB814/1621045/1 - rév. 00 /SH/SS
8 rue Sainte Claire Deville – 77200 LOGNES (parking)	Du : 28/08/2006



Responsabilités :

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2) , les **propriétaires** sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires. Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux (se référer au Code de la Santé Publique pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Les **propriétaires** devront communiquer le présent dossier à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'une fiche récapitulative aux occupants de l'immeuble (afin d'éviter toute intervention de leur part sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante en ambiance) ou à leur représentant et aux chefs d'établissements lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de la date de la constitution ou de la mise à jour du présent dossier. Une attestation écrite de cette communication doit être conservée.

Le présent dossier technique devra également être tenu à disposition

- des occupants de l'immeuble bâti concerné,
- des chefs d'établissement,
- des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail
- des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique
- des inspecteurs du travail
- des inspecteurs d'hygiène et sécurité
- des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale
- des agents du service de prévention de l'OPPBTP

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistra cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.



Le **chef d'établissement** est le seul responsable de la formation et de l'information du personnel de maintenance et des occupants du bâtiment.

La mise en place de ce Dossier Technique Amiante ne garantit pas le gestionnaire d'une sécurité juridique en cas d'inhalation accidentelle de fibres d'amiante par des personnes non informées.

Selon le décret n°96-98 du 7 février 1996, le **chef d'établissement** doit établir pour chaque poste ou situation de travail exposant les travailleurs à l'inhalation de poussière d'amiante, une notice destinée à les informer des risques auxquels ce travail peut les exposer et des dispositions à prendre pour se protéger. Il établit une fiche d'exposition, remplie par le salarié, précisant la nature et la durée des travaux effectués, les procédures de travail ainsi que les équipements de protection utilisés et, s'il est connu, le niveau d'exposition. Cette fiche est transmise au médecin du travail.

Le **chef d'établissement** organise à l'intention des travailleurs susceptibles d'être exposés, en liaison avec le médecin de travail, le CHSCT ou, à défaut, le délégué du personnel, une formation à la prévention et à la sécurité, et notamment à l'emploi des équipements et des vêtements de protection adaptés. Les travailleurs seront également informés des risques potentiels sur la santé, des facteurs aggravants (consommation de tabac), et des précautions à prendre en matière d'hygiène.

Fiche récapitulative :

Le présent dossier technique inclut (en annexe) un modèle de la fiche récapitulative qui doit être communiquée aux occupants de l'immeuble ou à leurs représentants et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour. La fiche en annexe est un modèle qu'il est possible de répliquer pour la communiquer aux occupants.



L'équipe de surveillance sanitaire, constituée par des personnes ayant des connaissances spécifiques du bâtiment ou des installations, doit être fonctionnelle et non hiérarchique.

Identification des intervenants

Fonction / Domaine d'intervention	Nom
Services Hygiène / médecine du travail	
Services Qualité / Environnement / Sécurité	
Responsable formation / Ressources Humaines	
Services Techniques (maintenance, entretien, ingénieur technique)	
Service Juridique	
Services Achats	
Représentant du gestionnaire de patrimoine	
Représentant du CHSCT (Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail)	
Autre : préciser	



Adresses utiles

Sté / Organisme	Adresse	Téléphone	Fax	Nom
Bureau Veritas	21/23 rue des Ardennes 75019 Paris	01.55.56.60.00	01.55.56.60.06	G. BENHAMOU S. HOLBECQ C. PAYNOT M. SALIGNAC
Inspection du travail	Selon secteur			
CRAM	Selon secteur			
Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports	La Grande Arche 92055 La Défense Cedex	01 40 81 21 22		
OPPBTP Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment des Travaux Publics	221 Bd Davout 75020 PARIS	01 40 31 64 00	01 40 30 57 97	
Médecine du Travail	Selon secteur			
QUALIBAT	55, avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16	01 47 04 26 01	01 47 04 52 83	
ASCERT	BP 83 116 avenue Aristide-Briand 92225 Bagneux Cedex	01 46 15 70 60	01 46 15 70 69	



Principaux textes réglementaires

- ❑ Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2).
- ❑ Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article R1334-26 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre IV – Section 2 – articles R1334-14 à R 1334-29 et annexe 13-9.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre VI – Section 2 – articles R133-2 à R 1336-5.

Nota : Le décret n°96-97 du 7 février 1996, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret 2002-839 du 3 mai 2002 à été abrogé par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003. Toutes les dispositions du décret 96-97 modifié sont reprises aujourd'hui dans le Code de la Santé Publique.

- ❑ Décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié par les décrets N°96-1132 du 24 décembre 1996 et n°97-1219 du 26 décembre 1997 et n° 2001-840 du 13 septembre 2001 (Intégré aujourd'hui au Code de la Santé Publique) relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiantes.
- ❑ Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article R1334-27 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1999 portant sur les organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.
- ❑ Arrêté du 23 octobre 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante et mesures d'empoussièrement à bord des navires.
- ❑ Circulaire DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD n°98-589 du 25 septembre 1998, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 15 janvier 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- ❑ Décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 modifiant le décret 88-446 du 28 avril 1988, relatif à l'interdiction de la vente de produits contenant de l'amiante.
- ❑ Circulaire HC / TE11 n°96-71 du 18 septembre 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition liés à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- ❑ Circulaire du 26 avril 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (référence DGS / VS3 / DRT / CT4 / DHC / DPPR / BGTD).



Décret n°97-1219 modifiant le décret n°96-98 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à, l'inhalation de poussières d'amiante.

- ☐ Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.

Principaux textes réglementaires (gestion des déchets amiantés)

- ☐ Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996, relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments.
- ☐ Circulaire 97-15 du 9 janvier 1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment et des produits d'amiante-ciment retirés de la vente.
- ☐ Circulaires 97-0320 et 97-0321 du 12 mars 1997, relatives à l'élimination des déchets contenant de l'amiante : modification et rappel des annexes des circulaires du 19/07/96 et du 9/01/97.
- ☐ Arrêté du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers ou assimilés.

Principaux textes réglementaires (méthodes de prélèvement et d'analyse)

- ☐ Norme NF X 46-020 relative au repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ☐ Liste des matériaux visés par le Code de la Santé Publique et listés dans son annexe 13-9.
- ☐ Norme X 43-269 de décembre 1991, relative à la qualité de l'air des lieux de travail.
- ☐ Norme NFX 43-050 de janvier 96, relative à la concentration en fibre d'amiante par microscope électronique à transmission.



CHAPITRE 1

LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES - CARTOGRAPHIE

A chaque point où un matériau et/ou produit susceptible de contenir de l'amiante aura été identifié, un prélèvement et une recherche d'amiante seront effectués.

La norme NFX 46-020 de novembre 2002 définit les modalités de repérage et de prélèvement des matériaux et produits amiantés.

Les échantillons doivent être analysés par un laboratoire accrédité avec des procédures de contrôle qualité.

Le rapport analytique devra contenir :

- la présence au non d'amiante pour chaque matériau et/ou produit
- si oui, le type d'amiante et s'il est lié à un autre matériau et/ou produit
- la méthode d'identification utilisée et sa précision

Une cartographie précise et détaillée de la totalité des locaux, avec indication des matériaux et produits contenant de l'amiante, sera établie.

Nota : il importe d'attirer l'attention sur le fait que les cartographies de localisation des matériaux et produits amiantés sont établies sur la base d'échantillons représentatifs de zones cohérentes du bâtiment.

De plus, certaines parties du bâtiment restent inaccessibles pour le diagnostiqueur qui ne pourra effectuer les prélèvements.

Le gestionnaire du site doit donc être informé des zones non visitées lors du diagnostic afin d'établir des notes d'information à l'égard du personnel et des entreprises extérieures.



CHAPITRE 2 RECENSEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES

2.1. Localisation des zones non visitées

BATIMENT	ETAGE	LOCAL
L'ensemble des emplacements de parkings R+1, R+2 a été visité		



2.2. Matériaux et produits identifiés contenant de l'amiante

MATERIAU	PREL. N°	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	ASPECT	ETAT DE SURFACE (BE, DL, ME)
Portes coupe feu suspectes	Non prélevé	Parkings R+1, R+2	Noires	BE



CHAPITRE 3 PLAN DE SUIVI

3.1 Suivi de l'état de conservation des flocages, calorifugeages, faux-plafonds contenant de l'amiante

DATE	INTERVENANT AGREE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	RESULTAT DE LA GRILLE	MESURES A PRENDRE -- NATURE ET DATE
17/08/06	S. HOLBECQ	Aucun flocage, calorifugeage, faux-plafond contenant de l'amiante			



3.2 Suivi de l'état de conservation des composants autres flocages, calorifugeages, faux-plafonds contenant de l'amiante

DATE	INTERVENANT	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES PRECONISEES – NATURE ET DATE
17/08/06	S. HOLBECQ	Portes coupe feu suspectes	Parkings R1, R+2	Bon état	Sondage destructif à réaliser en cas de travaux sur ces portes



CHAPITRE 4 MESURES CONSERVATOIRES - TRAVAUX

4.1 Enregistrement des mesures conservatoires mises en œuvre

LOCAL	COMPOSANT	DATE	ENTREPRISES	NATURE DES MESURES CONSERVATOIRES



4.2 Enregistrement des travaux de retrait ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante

LOCAL	COMPOSANT	DATE	ENTREPRISES	REFERENCE DU PLAN DE RETRAIT



4.3 Enregistrement des travaux dans les locaux où des matériaux et produits contenant de l'amiante ont été repérés

TRAVAUX REALISES	DATE	COMPOSANT CONCERNE	ENTREPRISES ET EMARGEMENTS



4.4 Communication du Dossier Technique Amiante

Selon l'article R 1334-28 du Code de la Santé Publique, les propriétaires sont tenus de communiquer le présent dossier technique amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti de conserver une attestation écrite de cette communication.

Date	Entreprise informée	Nom + Signature



CHAPITRE 5

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

5.1 Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protections renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations à des professionnels.

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article R 1334-25 du Code de la Santé Publique. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 de l'arrêté d'application du 22 août 2002.



5.2 Information des professionnels

Professionnels : Attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

5.3 Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

« Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières, pour vous et votre voisinage »

En cas (liste indicative) :

- De manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante, comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment)
- De travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage) comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafond sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante au delà des raccords,
- De travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles,...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment avec des outils manuels (outils tranchants, scies, burins, ...) ou rotatifs à vitesse lente,
- De déplacement local d'éléments d'un faux(plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements,

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussière :

- Par imprégnation locale des matériaux contenant de l'amiante par de l'eau (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière,
- En utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lentes.

« Le port d'équipements de protection est recommandé »

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

Des demi-masques filtrants (type FFP3) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



5.4 Consignes générales de sécurité, relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

« Gestion des déchets sur le chantier »

Seuls les déchets d'amiante lié (amiante-ciment, dalles de sol...) peuvent être stockés temporairement sur le chantier, hors de la zone de confinement. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux ?

Les déchets d'amiante friable (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement.

« Elimination des déchets contenant de l'amiante »

Les procédures d'élimination de déchets contenant de l'amiante dépendent de la nature du matériau :

- Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.
- Les matériaux où l'amiante est fortement lié (amiante-ciment, dalles de sol, clapets et volets coupe-feu...) doivent être éliminés en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type Grands Récipients pour Vrac (GRV) ou sur palettes filmées

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre lui étant destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA), cerfa n°11861*01, et reçoit l'original du bordereau rempli par les autres acteurs (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

« Elimination des déchets connexes »

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protections, les déchets de matériels (filtres par exemple et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

5.5 Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

Voir pages suivantes.

SDC Parking Espace Lognes 8 rue Sainte Claire Deville – 77200 LOGNES (parking)	N° : CB814/1621045/1 - rév. 00 /SH/SS Ou : 28/08/2006
---	--

IMMEUBLE DE BUREAUX

ESPACE - BUREAUX

Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

ABSENCE D'AMIANTE



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE IMMEUBLE DE BUREAUX

En application du code de la santé publique et de la Norme NF X 46-020 du 27 novembre 2002 relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Commanditaire

Société VALEUR PIERRE 1
C/O COMADIM
30 Rue MARGUERITE LONG
75832 PARIS CEDEX 17

Adresse de l'immeuble

Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Code de la santé publique - Article R.1334-28 : "...Le dossier technique "Amiante" défini à l'article R.1334-26 est tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique, ainsi que des inspecteurs du travail ou des inspecteurs d'hygiène et sécurité des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. Les propriétaires communiquent le dossier technique "Amiante" à toutes personnes physiques ou morales appelées à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

Les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique "Amiante" prévue à l'article R.1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour."

Ce dossier contient

- La fiche récapitulative du diagnostic amiante
- Le rapport complet du diagnostic amiante
- Les consignes générales de sécurité
- Les comptes-rendus d'analyses du laboratoire

Ce dossier doit être mis à jour au moment de toute nouvelle intervention relative à l'amiante.

Modalités de consultation et coordonnées de la personne détenant le dossier technique (à remplir par le propriétaire ou son mandataire)

•
•
•
•

Travaux de retrait ou de confinement des matériaux ou produits contenant de l'amiante

•
•
•
•



FICHE RECAPITULATIVE DU REPERAGE AMIANTE

IMMEUBLE DE BUREAUX*

En application du code de la santé publique et de la Norme NF X 46-020 du 27 novembre 2002 relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Diagnosticteur : Société D.E.P.
RC AGF IART N° 37 97 53 31

Date de rédaction : 02/02/05
Date de mise à jour : 00/00/00

Date d'intervention : 13/05/04 et 24/01/05 repérage établi par Xavier LE CALVEZ

Commanditaire

Société VALEUR PIERRE 1
C/O COMADIM
30 Rue MARGUERITE LONG
75832 PARIS CEDEX 17

Adresse de l'établissement

Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Descriptif sommaire de l'immeuble

Local professionnel - Bâtiment 6 aux niveaux 2 à 5

Locaux encombrés ou fermés à clés lors de notre visite

- Néant.

Résultats sommaires du repérage

Présence d'amiante dans les flocages, calorifugeages, faux-plafonds repérés :	NON
Présence d'amiante dans les matériaux de l'annexe 1 du décret 13-9 du code de la santé publique repérés : (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)	NON

Conclusions sur les matériaux : Flocages, Calorifugeages, Faux-Plafonds

Compte tenu des résultats d'analyses et conformément au code de la santé publique, aucune suite n'est à donner dans les parties et locaux visités.



Conclusions sur les matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors flocages, calorifugeages, faux-plafond)

Conformément au code de la santé publique, notre recherche n'a pas révélé la présence de produits et matériaux contenant de l'amiante, aucune suite n'est à donner dans les parties et locaux visités

Neuilly Plaisance, 02/02/05

Philippe BONNET

Responsable Département Amiante

DEP

SAS au capital de 40 040 €

9, rue Edmond Michelet

ZA Fontaine du Vaisseau

93360 NEUILLY PLAISANCE

Tél. : 0 820 000 723 - Fax : 0 820 821 102

Modalités de consultation et coordonnées de la personne détenant le dossier technique (à remplir par le propriétaire ou son mandataire)

* Pour accéder aux résultats détaillés se référer au rapport dont sont issues les informations contenues dans cette fiche.



CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Définies par l'arrêté n°2002-1181 du 22 Août 2002.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.



L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante.

Stockage des déchets sur le site :

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets :

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes :

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.



IMMEUBLE DE BUREAUX

ESPACE - BUREAUX
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Neuilly Plaisance, le : 02/02/05
Date de la visite : 13/05/04 et 24/01/05
Repérage établi par : Xavier LE CALVEZ opérateur de repérage possédant une attestation de compétence conformément à l'article R.1334-29 du code de la santé publique.
CODE SITE : 77185MALV000000
N/Réf : VAPII/XLE/XLE/NCR

Assurance en Responsabilité Civile : AGF IART N° 37 97 53 31

RAPPORT DE REPERAGE

**MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE "AMIANTE"
Immeuble de bureaux**

Selon le code de la santé publique et la Norme NF X 46-020 du 27 novembre 2002

CONCLUSION : Dans le cadre du présent diagnostic :

Après analyses, les matériaux et produits repérés ne contiennent pas d'amiante.

Sommaire

- I** Identification du lot diagnostiqué
- II** Amiante : Nouveau dispositif réglementaire dans le bâti
- III** Méthodologie
- IV** Résultats du repérage des matériaux : Flocages, Calorifugeages, Faux-Plafonds
- V** Résultats du repérage des matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)
- VI** Conclusions générales
- VII** Annexes

* Ce rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

VALEUR PIERRE 1
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

I - IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE

Commanditaire du repérage

Société VALEUR PIERRE 1
C/O COMADIM
30 Rue MARQUERITE LONG
75832 PARIS CEDEX 17

Adresse de l'immeuble

Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Descriptif sommaire de l'immeuble

Local professionnel - Bâtiment 6 aux niveaux 2 à 5

Locaux encombrés ou fermés à clés lors de notre visite

- Néant.

Documents transmis par le donneur d'ordre

Diagnostic sur les flocages, calorifugeages et faux-plafonds réalisé par la société CONTROLE ET PREVENTION
le 06/03/1998

Résultats sommaires du repérage

Présence d'amiante dans les flocages, calorifugeages, faux-plafonds repérés :

NON

Présence d'amiante dans les matériaux de l'annexe 13-9 du code de la santé publique repérés :
(hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)

NON

II - AMIANTE : NOUVEAU DISPOSITIF RÉGLEMENTAIRE DANS LE BÂTI

Depuis plusieurs années, un programme d'actions contre les risques sanitaires liés aux expositions à l'amiante a été mis en œuvre par les pouvoirs publics, en raison du caractère cancérigène des fibres d'amiante lorsqu'elles sont inhalées. Les mesures de protection des travailleurs exposés professionnellement aux poussières d'amiante ont ainsi été renforcées et une interdiction générale de fabrication et de mise sur le marché des produits contenant de l'amiante a été instaurée.

L'amiante ayant été utilisé dans de nombreux domaines de la construction en raison de ses propriétés de résistance au feu et d'isolation phonique, un dispositif réglementaire a été mis en place afin d'assurer la protection de la population générale vis à vis des risques d'exposition à l'amiante dans les bâtiments.

Le décret 96/97 modifié faisait obligation aux propriétaires de la plupart des immeubles de rechercher la présence de flocages, calorifugeages et faux-plafonds contenant de l'amiante, matériaux particulièrement fragiles, et d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avéraient nécessaires et protéger ainsi les usagers des immeubles.

Cette première étape a permis de traiter en priorité les situations d'exposition les plus importantes et les plus urgentes.

Cinq ans après la mise en œuvre de ce dispositif réglementaire visant la surveillance et la résorption des situations les plus à risque, les pouvoirs publics ont décidé d'engager une seconde étape dans la réduction des expositions à l'amiante dans les bâtiments. Cette nouvelle étape se traduit par un renforcement des règles de gestion des flocages, calorifugeages et faux-plafonds, et par une nouvelle obligation de repérage portant sur un plus grand nombre de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

En effet, de nombreux matériaux qui ne libèrent pas spontanément des fibres, sont néanmoins susceptibles de générer des expositions à l'amiante dans les conditions normales d'utilisation des bâtiments et particulièrement lors des opérations d'entretien et de maintenance. Il s'agit donc de renforcer la protection des usagers des immeubles mais aussi des travailleurs appelés à y intervenir, en développant une démarche d'identification et de gestion de ces matériaux. Leur repérage serait toutefois insuffisant s'il n'était pas associé au respect de règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux et à l'information des occupants des immeubles et des travailleurs appelés à y intervenir.

Aussi les décrets n° 2001-840 du 13 septembre 2001 et n° 2002-839 du 3 mai 2002 marquent une évolution importante dans le dispositif mis en place en 1996 et impliquent :

- La mise en œuvre d'un repérage des matériaux contenant de l'amiante élargi à d'autres produits que les flocages, calorifugeages et faux-plafonds. Ce repérage doit servir de base à la constitution d'un dossier technique " Amiante ".
- La réduction de l'exposition des occupants puisqu'ils abaissent le seuil de déclenchement des travaux de désamiantage et encadrent les délais de réalisation des chantiers correspondants.
- Une amélioration des modalités d'information des propriétaires, occupants ou entreprises intervenantes dans les immeubles, grâce à la constitution et à l'actualisation d'un dossier technique amiante et d'une fiche récapitulative de ce dossier.
- L'obligation (depuis le 1er septembre 2002) pour les propriétaires, en cas de vente de leur bien, de fournir un constat mentionnant la présence, ou le cas échéant, l'absence de matériaux et produits friables, durs et semi-durs contenant de l'amiante.
- L'obligation (depuis le 1er janvier 2002) pour les propriétaires, en cas de démolition de leur bien, de faire réaliser un diagnostic portant sur des matériaux et produits définis en annexe 1 de l'arrêté du 2 janvier 2002.
- Depuis le 27 mai 2003, le décret 96/97 modifié, a été abrogé et inclus dans le code de la santé publique.

III - MÉTHODOLOGIE

Objet de la mission : la présente mission consiste à repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de la constitution du dossier technique "amiante" en référence aux articles R.1334-25 et R.1334-26 du code de la santé publique.

1 - Repérage et prélèvements

Repérage et prélèvements des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, accessibles sans travaux destructifs, définis par une liste en annexe 13-9 du code de la santé publique.

Le repérage porte sur deux types de matériaux :

- Les flocages, les calorifugeages et les faux-plafonds,
- Les matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique que sont les enduits projetés, l'amiante-ciment, les panneaux de cloisons, les dalles de sol, les clapets et volets coupe-feu....
- Les matériaux prélevés par confrère lors de précédents diagnostics, sont localisés et renseignés par "Conf." dans la colonne prélèvement.

Les analyses ont été confiées au laboratoire accrédité :

I.T.G.A.
33, ROUTE DES GARDES
92190 MEUDON

2 - Le repérage des matériaux : Flocages, Calorifugeages, Faux-Plafonds

a) Prélèvement des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, pour analyse par un laboratoire accrédité.

Le choix de la méthode analytique a été déterminé par le laboratoire, en fonction de la nature de chaque matériau ou produit. Les comptes-rendus d'analyses du laboratoire sont joints en annexe.

b) Pour les matériaux et produits contenant de l'amiante : évaluation de l'état de conservation par remplissage d'une grille définie par arrêté ministériel, qui tient compte notamment de l'accessibilité du matériau, de son niveau de dégradation, de son exposition aux chocs et vibrations ainsi que de l'existence de mouvements d'air dans le local.

En fonction du résultat obtenu à partir de la grille d'évaluation, il faudra procéder :

- Si score 1 : à un contrôle triennal de l'état de conservation de ces matériaux,
- Si score 2 : à une mesure du niveau d'empoussièrement atmosphérique,
- Si score 3 : à des travaux de retrait ou de confinement, avec un délai d'achèvement de 36 mois.

Lorsque l'évaluation de l'état de conservation a déjà été menée, nous procédons à son actualisation réglementaire au cours de notre intervention (hors score 3).

Si la précédente évaluation a conclu à la nécessité d'engager des travaux que vous n'avez pas achevés, le nouveau dispositif réglementaire vous impose de les achever avant le 1er Janvier 2005.

3 - Le repérage des matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)

a) Prélèvement des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, pour analyse par un laboratoire accrédité.

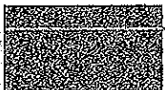
Certains matériaux, réputés contenir de l'amiante, ne nécessitent pas d'analyses en laboratoire.

b) Evaluation de l'état de conservation selon des critères visuels définis par arrêté ministériel :

- Bon état
- Etat dégradé

c) S'il y a présence de matériaux durs et/ou semi-durs contenant de l'amiante et dégradés, des mesures d'ordre général sont préconisées.

Dans l'hypothèse où certaines investigations relatives à l'amiante auraient déjà été menées dans le cadre du code de la santé publique, DEP vérifie et complète l'ensemble des données recueillies au cours des différentes interventions et remet au client un rapport complet répondant aux dispositions du code de la santé publique, sous réserve que les documents relatifs aux diagnostics antérieurs aient été remis à DEP.



**IV -RÉSULTATS DU REPÉRAGE DES MATÉRIAUX : FLOCAGES, CALORIFUGEAGES,
FAUX-PLAFONDS**

Résultats d'analyses des matériaux et produits recensés

CAGE 6 :					
Type matériau	N°	Localisation	Prélèvement	Amlante	Typo amlante
Faux-plafond	2	Local technique au niveau 5	NON	NON	
	2	Salle de presse au niveau 5	NON	NON	
	2	Laboratoire au niveau 5	NON	NON	
	2	Bureaux 1 à 19 au niveau 5	NON	NON	
	2	Couloir/circulation au niveau 5	NON	NON	
	2	Salle de réunion au niveau 4	NON	NON	
	2	Open space 1 à 3 au niveau 4	NON	NON	
	2	Local réseau situé au niveau 4	NON	NON	
	2	Salle informatique au niveau 4	NON	NON	
	2	Bureaux 1 à 12 au niveau 4	NON	NON	
	2	Couloir/circulation au niveau 4	NON	NON	
	2	Débarras 1 et 2 au niveau 3	NON	NON	
	2	Bureaux 1 à 16 au niveau 3	NON	NON	
	2	Couloir/circulation au niveau 3	NON	NON	

**V - RÉSULTATS DU REPÉRAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS DE L'ANNEXE 13-9 DU
CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (HORS FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS)**

Résultats d'analyses des matériaux et produits recensés

CAGE 6 :

Type matériau	N°	Localisation	Prélèvement	Amiante	Type amiante
Calorifugeage mousse	3	Blocs sanitaires 1 et 2 au niveau 5	NON	NON	
	3	Blocs sanitaires aux niveaux 3 et 4	NON	NON	
	3	Gaine technique dans bloc sanitaire au niveau 2	OUI	NON	

VALEUR PIERRE 1
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

VI - CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Conclusions sur les flocages, calorifugeages, faux-plafonds

Compte tenu des résultats d'analyses et conformément au code de la santé publique, aucune suite n'est à donner dans les parties et locaux visités.

VALEUR PIERRE 1
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Conclusions sur les matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)

Conformément au code de la santé publique, notre recherche n'a pas révélé la présence de produits et matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent aucune suite n'est à donner dans les parties et locaux visités

Neuilly Plaisance, 02/02/05
Philippe BONNET
Responsable Département Amiante

DEP
SAS au capital de 1040 €
9 rue Edmond Michelet
ZA Fontaine du Vaisseau
93360 NEUILLY PLAISANCE
Tél.: 0 820 000 723 - Fax: 0 820 821 102

Devoir d'information

Code de la santé publique - Article R.1334-28 : "...Le dossier technique "Amiante" défini à l'article R.1334-26 est tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique, ainsi que des inspecteurs du travail ou des inspecteurs d'hygiène et sécurité des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Les propriétaires communiquent le dossier technique "Amiante" à toutes personnes physiques ou morales appelées à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

Les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique "Amiante" prévue à l'article R.1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour."

VALEUR PIERRE 1
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

VII - ANNEXES

- Consignes générales de sécurité
 - Comptes-rendus d'analyses du laboratoire
-



CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Définies par l'arrêté n°2002-1181 du 22 Août 2002.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

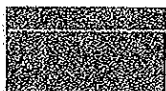
3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.



L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante.

Stockage des déchets sur le site :

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Elimination des déchets :

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes :

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.





Institut Technique des Gaz et de l'Air (ITGA)

15, route des Gardes 92197 MEUDON CEDEX Tel : 01.49.66.75.75 Fax : 01.49.66.65.98



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

accréditation n° 1-0966

RAPPORT D'ANALYSE NUMERO IT060406-1409 EN DATE DU 10/06/2004 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : DEP
9 Rue Edmond Michelet
Z.A. Fontaine du Vaisseau
93360 NEUILLY PLAISANCE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 08/06/2004

Réf. Commande Client : 32181

Réf. Dossier Client : GBA / XLE/SGA - VAPI1 - 77185MALV000000

Référence Client de l'échantillon :

3 - Calorifugeage mousse - 77185MALV000000/03/00/1 - Bâtiment 6 - Escalier de secours - Gaine technique dans bloc sanitaire au niveau 2

Réf. Commande ITGA : IT0604-6626

Réf. Echantillon ITGA : IT060406-1409

Description ITGA :

Calorifugeage mousse noire

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, filtration, dépôt de carbone

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de préparations
Calorifugeage mousse noire	META le 10/06/2004	Amiante non détecté	---	1

Validé par :

Philippe DECORSE
Analyste

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

IMMEUBLE

ESPACE - BUREAUX
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

ABSENCE D'AMIANTE



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE PARTIES COMMUNES

En application du code de la santé publique et de la Norme NF X 46-020 du 27 novembre 2002 relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Commanditaire

Société VALEUR PIERRE 1
C/O COMADIM
75832 PARIS CEDEX 17

Adresse de l'immeuble

ESPACE - BUREAUX
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Code de la santé publique - Article R.1334-28 : "...Le dossier technique "Amiante" défini à l'article R1334-26 est tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique, ainsi que des inspecteurs du travail ou des inspecteurs d'hygiène et sécurité des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. Les propriétaires communiquent le dossier technique "Amiante" à toutes personnes physiques ou morales appelées à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

Les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique "Amiante" prévue à l'article R1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour."

Ce dossier contient

- La fiche récapitulative du diagnostic amiante des parties communes
- Le rapport complet du diagnostic amiante des parties communes
- La fiche des locaux recensés
- Les consignes générales de sécurité
- Les comptes-rendus d'analyses du laboratoire

Ce dossier doit être mis à jour au moment de toute nouvelle intervention relative à l'amiante.

Modalités de consultation et coordonnées de la personne détenant le dossier technique (à remplir par le propriétaire ou son mandataire)

•
•
•
•

Travaux de retrait ou de confinement des matériaux ou produits contenant de l'amiante

•
•
•
•

FICHE RECAPITULATIVE DU REPERAGE AMIANTE

DES PARTIES COMMUNES*

En application du code de la santé publique et de la Norme NF X 46-020 du 27 novembre 2002 relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Diagnosticteur : Société D.E.P.
RC AGF IART N° 37 97 53 31.

Date de rédaction : 02/02/05
Date de mise à jour : 00/00/00

Date d'intervention : 13/05/04 et 24/01/05 repérage établi par Xavier LE CALVEZ

Commanditaire

Société VALEUR PIERRE 1
C/O COMADIM
75832 PARIS CEDEX 17

Adresse de l'immeuble

ESPACE - BUREAUX
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Descriptif sommaire de l'immeuble

- CAGE 6 : Secours +1+5
- PARKING : 1 niveau

Loge : NON

Locaux encombrés ou fermés lors de la visite

- Néant.

Résultats sommaires du repérage

Présence d'amiante dans les flocages, calorifugeages, faux-plafonds repérés :	NON
Présence d'amiante dans les matériaux de l'annexe 13-9 du code de la santé publique repérés : (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)	NON

Conclusions sur les matériaux : Flocages, Calorifugeages, Faux-Plafonds

Compte tenu des résultats d'analyses et conformément au code de la santé publique, aucune suite n'est à donner dans les parties et locaux visités.

Conclusions sur les matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)

Conformément au code de la santé publique, notre recherche n'a pas révélé la présence de produits et matériaux contenant de l'amiante, aucune suite n'est à donner dans les parties et locaux visités

Neuilly Plaisance, 02/02/05

Philippe BONNET

Responsable Département

DEP

SAS au capital de 41.040 €

Siège Edmond Michelet

ZA Fontaine du Vaisseau

93360 NEUILLY PLAISANCE

Tél. : 0 820 000 723 - Fax : 0 820 821 102

Modalités de consultation et coordonnées de la personne détenant le dossier technique (à remplir par le propriétaire ou son mandataire)

-
-

Travaux de retrait ou de confinement des matériaux ou produits contenant de l'amiante

-
-

* Pour accéder aux résultats détaillés se référer au rapport dont sont issues les informations contenues dans cette fiche.



CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Définies par l'arrêté n°2002-1181 du 22 Août 2002.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTBFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.



L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante.

Stockage des déchets sur le site :

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets :

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes :

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.



Immeuble
ESPACE - BUREAUX
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Neuilly Plaisance, le : 02/02/05
Date de la visite : 13/05/04 et 24/01/05
Repérage établi par : Xavier LB CALVEZ opérateur de repérage possédant une attestation de compétence conformément à l'article R.1334-29 du code de la santé publique.
CODE SITE : 77185MALV000000
N/Réf : VAPII/XLE/XLE/NCR

Assurance en Responsabilité Civile : AGF IART N° 37 97 53 31.

RAPPORT DE REPERAGE
MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE "AMIANTE"
Parties communes

Selon le code de la santé publique et la Norme NF X 46-020 du 27 novembre 2002

CONCLUSION : Dans le cadre du présent diagnostic :

Après analyses, les matériaux et produits repérés ne contiennent pas d'amiante.

Sommaire

- I Identification du site diagnostiqué
- II Amiante : Nouveau dispositif réglementaire dans le bâti
- III Méthodologie
- IV Résultats du repérage des matériaux : Flocages, Calorifugeages, Faux-Plafonds
- V Résultats du repérage des matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)
- VI Conclusions générales
- VII Annexes

* Ce rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

ESPACE - BUREAUX
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

I - IDENTIFICATION DU SITE DIAGNOSTIQUÉ

Commanditaire

Société VALEUR PIERRE 1
C/O COMADIM
75832 PARIS CEDEX 17

Adresse de l'immeuble

ESPACE - BUREAUX
Boulevard de la MALVOISINE
77185 LOGNES

Descriptif sommaire de l'immeuble

- CAGE 6 : Secours +1+5
- PARKING : 1 niveau

Loge : NON

Accompagnateur de la visite : Pas d'accompagnateur

Locaux concernés par le diagnostic

Les parties communes.

Locaux encombrés ou fermés lors de la visite

- Néant.

Documents transmis par le donneur d'ordre

Diagnostic sur les flocages, calorifugeages et faux-plafonds réalisé par la société CONTROLE ET PREVENTION le 06/03/1998.

Résultats sommaires du diagnostic

Présence d'amiante dans les flocages, calorifugeages, faux-plafonds repérés :	NON
Présence d'amiante dans les matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique : (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)	NON

II - AMIANTE : NOUVEAU DISPOSITIF RÉGLEMENTAIRE DANS LE BÂTI

Depuis plusieurs années, un programme d'actions contre les risques sanitaires liés aux expositions à l'amiante a été mis en œuvre par les pouvoirs publics, en raison du caractère cancérigène des fibres d'amiante lorsqu'elles sont inhalées. Les mesures de protection des travailleurs exposés professionnellement aux poussières d'amiante ont ainsi été renforcées et une interdiction générale de fabrication et de mise sur le marché des produits contenant de l'amiante a été instaurée.

L'amiante ayant été utilisé dans de nombreux domaines de la construction en raison de ses propriétés de résistance au feu et d'isolation phonique, un dispositif réglementaire a été mis en place afin d'assurer la protection de la population générale vis à vis des risques d'exposition à l'amiante dans les bâtiments.

Le décret 96/97 modifié faisait obligation aux propriétaires de la plupart des immeubles de rechercher la présence de flocages, calorifugeages et faux-plafonds contenant de l'amiante, matériaux particulièrement fragiles, et d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avéraient nécessaires et protéger ainsi les usagers des immeubles.

Cette première étape a permis de traiter en priorité les situations d'exposition les plus importantes et les plus urgentes.

Cinq ans après la mise en œuvre de ce dispositif réglementaire visant la surveillance et la résorption des situations les plus à risque, les pouvoirs publics ont décidé d'engager une seconde étape dans la réduction des expositions à l'amiante dans les bâtiments. Cette nouvelle étape se traduit par un renforcement des règles de gestion des flocages, calorifugeages et faux-plafonds, et par une nouvelle obligation de repérage portant sur un plus grand nombre de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

En effet, de nombreux matériaux qui ne libèrent pas spontanément des fibres, sont néanmoins susceptibles de générer des expositions à l'amiante dans les conditions normales d'utilisation des bâtiments et particulièrement lors des opérations d'entretien et de maintenance. Il s'agit donc de renforcer la protection des usagers des immeubles mais aussi des travailleurs appelés à y intervenir, en développant une démarche d'identification et de gestion de ces matériaux. Leur repérage serait toutefois insuffisant s'il n'était pas associé au respect de règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux et à l'information des occupants des immeubles et des travailleurs appelés à y intervenir.

Aussi les décrets n° 2001-840 du 13 septembre 2001 et n° 2002-839 du 3 mai 2002 marquent une évolution importante dans le dispositif mis en place en 1996 et impliquent :

- La mise en œuvre d'un repérage des matériaux contenant de l'amiante élargi à d'autres produits que les flocages, calorifugeages et faux-plafonds. Ce repérage doit servir de base à la constitution d'un dossier technique " Amiante ".
- La réduction de l'exposition des occupants puisqu'ils abaissent le seuil de déclenchement des travaux de désamiantage et encadrent les délais de réalisation des chantiers correspondants.
- Une amélioration des modalités d'information des propriétaires, occupants ou entreprises intervenantes dans les immeubles, grâce à la constitution et à l'actualisation d'un dossier technique amiante et d'une fiche récapitulative de ce dossier.
- L'obligation (depuis le 1er septembre 2002) pour les propriétaires, en cas de vente de leur bien, de fournir un constat mentionnant la présence, ou le cas échéant, l'absence de matériaux et produits friables, durs et semi-durs contenant de l'amiante.
- L'obligation (depuis le 1er janvier 2002) pour les propriétaires, en cas de démolition de leur bien, de faire réaliser un diagnostic portant sur des matériaux et produits définis en annexe 1 de l'arrêté du 2 janvier 2002.
- Depuis le 27 mai 2003, le décret 96/97 modifié, a été abrogé et inclus dans le code de la santé publique.

III - MÉTHODOLOGIE

Objet de la mission : la présente mission consiste à repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de la constitution du dossier technique "amiante" en référence aux articles R.1334-25 et R.1334-26 du code de la santé publique.

1 - Repérage et prélèvements

Repérage et prélèvements des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, **accessibles sans travaux destructifs**, définis par une liste en annexe 13-9 du code de la santé publique.

Le repérage porte sur deux types de matériaux :

- Les flocages, les calorifugeages et les faux-plafonds,
- Les matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique que sont les enduits projetés, l'amiante-ciment, les panneaux de cloisons, les dalles de sol, les clapets et volets coupe-feu....

- Les matériaux prélevés par confrère lors de précédents diagnostics, sont localisés et renseignés par "Conf." dans la colonne prélèvement.

Les analyses ont été confiées au laboratoire accrédité :

I.T.G.A.
33, ROUTE DES GARDES
92190 MEUDON

2 - Le repérage des matériaux : Flocages, Calorifugeages, Faux-Plafonds

a) Prélèvement des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, pour analyse par un laboratoire accrédité.

Le choix de la méthode analytique a été déterminé par le laboratoire, en fonction de la nature de chaque matériau ou produit. Les comptes-rendus d'analyses du laboratoire sont joints en annexe.

b) Pour les matériaux et produits contenant de l'amiante : évaluation de l'état de conservation par remplissage d'une grille définie par arrêté ministériel, qui tient compte notamment de l'accessibilité du matériau, de son niveau de dégradation, de son exposition aux chocs et vibrations ainsi que de l'existence de mouvements d'air dans le local.

En fonction du résultat obtenu à partir de la grille d'évaluation, il faudra procéder :

- Si score 1 : à un contrôle triennal de l'état de conservation de ces matériaux,
- Si score 2 : à une mesure du niveau d'empoussièrement atmosphérique,
- Si score 3 : à des travaux de retrait ou de confinement, avec un délai d'achèvement de 36 mois.

Lorsque l'évaluation de l'état de conservation a déjà été menée, nous procédons à son actualisation réglementaire au cours de notre intervention (hors score 3).

Si la précédente évaluation a conclu à la nécessité d'engager des travaux que vous n'avez pas achevés, le nouveau dispositif réglementaire vous impose de les achever avant le 1er Janvier 2005.

3 - Le repérage des matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors flocages, calorifugeages, faux-plafonds)

a) Prélèvement des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, pour analyse par un laboratoire accrédité.

Certains matériaux, réputés contenir de l'amiante, ne nécessitent pas d'analyses en laboratoire.

b) Evaluation de l'état de conservation selon des critères visuels définis par arrêté ministériel :

- Bon état
- Etat dégradé

c) S'il y a présence de matériaux durs et/ou semi-durs contenant de l'amiante et dégradés, des mesures d'ordre général sont préconisées.

Dans l'hypothèse où certaines investigations relatives à l'amiante auraient déjà été menées, DEP vérifie et complète l'ensemble des données recueillies au cours des différentes interventions et remet au client un rapport complet répondant aux dispositions du code de la santé publique, sous réserve que les documents relatifs aux diagnostics antérieurs aient été remis à DEP.



IV - RÉSULTATS DU REPÉRAGE DES MATÉRIAUX : FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS

Résultats d'analyses des matériaux et produits recensés

PARKING

Type matériau	N°	Localisation	Prélèvement	Amiante	Type amiante
Flocage	1	Zone de stationnement au niveau 1	Conf.	NON	

CAGE 6 : Secours

Type matériau	N°	Localisation	Prélèvement	Amiante	Type amiante
Faux-plafond	2	Plateau d'exposition au niveau 2	Conf.	NON	

**V - RÉSULTATS DU REPÉRAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS DE L'ANNEXE 13-9 DU
CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (HORS FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS)**

Résultats d'analyses des matériaux et produits recensés

PARKING

Type matériau	N°	Localisation	Prélèvement	Amlante	Type amiante
Calorifugeage mousse	3	Zone de stationnement au niveau 1	NON	NON	

CAGE 6 : Secours

Type matériau	N°	Localisation	Prélèvement	Amlante	Type amiante
Calorifugeage mousse	3	Blocs wc aux niveaux 3 et 4	NON	NON	
	3	SAS au niveau 1	NON	NON	
Fourreau bitumineux	4	Zone de stationnement au niveau 1	OUI	NON	
Peinture	5	Gaine ascenseur	OUI	NON	

VI - CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Conclusions sur les flocages, calorifugeages, faux-plafonds

Compte tenu des résultats d'analyses et conformément au code de la santé publique, aucune suite n'est à donner dans les parties et locaux visités.

**Conclusions sur les matériaux et produits de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (hors
flocages, calorifugeages, faux-plafonds)**

**Conformément au code de la santé publique, notre recherche n'a pas révélé la présence de produits et
matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent aucune suite n'est à donner dans les parties et
locaux visités.**

Neuilly Plaisance, 02/02/05
Philippe BONNET
Responsable Département Amiante

DER
SAS au capital de 40 040 €
9, rue Edmond Michelet
ZA Fontaine du Vaisseau
93360 NEUILLY PLAISANCE
Tél : 0 820 000 723 - Fax : 0 820 821 102

Devoir d'information

Code de la santé publique - Article R.1334-28 : "...Le dossier technique "Amiante" défini à l'article R.1334-26 est tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique, ainsi que des inspecteurs du travail ou des inspecteurs d'hygiène et sécurité des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. Les propriétaires communiquent le dossier technique "Amiante" à toutes personnes physiques ou morales appelées à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

Les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique "Amiante" prévue à l'article R.1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour."

Pour les parties à usage commun des immeubles collectifs d'habitation, le dossier technique doit être constitué au plus tard le 31 Décembre 2005.

VII - ANNEXES

- **Fiche des locaux recensés**
 - **Consignes générales de sécurité**
 - **Comptes-rendus d'analyses du laboratoire**
-

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Définies par l'arrêté n°2002-1181 du 22 Août 2002.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante.

Stockage des déchets sur le site :

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Elimination des déchets :

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes :

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

FICHE DES LOCAUX RECENSES

Boulevard de la MALVOISINE 77185 LOGNES

Diagnosticteur : Société D. E. P.

Date d'intervention : 13/05/04 et 24/01/05

LOCAUX TECHNIQUES	CAGES					PALIERS	CAGES				
	6						6				
CHAUFFERIE						RDC					
Chauff. collective au niveau						Escalier					
Stock combustible au niveau						Hall					
C. P. C. U. au niveau						Porche					
Sous-station au niveau						Loge					
ASCENSEUR						Couloirs/dégagements					
Local machine n° 1 au niveau 6	V					Pelle/local V. O.					
Local poulie au niveau 6	V					Gaines techniques					
Gaine-ascenseur	V					WC/Autres					
Local machine n° 2 au niveau						NIVEAU +1					
Local poulie au niveau						Couloirs/dégagements	V				
Gaine ascenseur						Pelle/local V. O.					
Local poulie au niveau						Gaines techniques					
Gaine ascenseur						WC/Autres					
VIDE-ORDURES						NIVEAU +2					
Local V. O. n° 1 au niveau						Couloirs/dégagements	V				
Gaine V. O.						Pelle/local V. O.					
Local V. O. n° 2 au niveau						4 Gaines techniques	V				
Gaine V. O.						WC/Autres	V				
Local V. O. n° 3 au niveau						NIVEAU +3					
Gaine V. O.						Couloirs/dégagements	V				
Local V. O. n° 4 au niveau						Pelle/local V. O.					
Gaine V. O.						4 Gaines techniques	V				
LOCAUX DIVERS						WC/Autres	V				
Local poubelles au niveau						NIVEAU +4					
Local vélos au niveau						Couloirs/dégagements	V				
Local poussettes au niveau						Pelle/local V. O.					
Local entretien au niveau						4 Gaines techniques	V				
Local E. D. F. au niveau 1	V					WC/Autres	V				
Local sur-pression au niveau						NIVEAU +5					
Local VMC au niveau						Couloirs/dégagements	V				
Local " " au niveau						Pelle/local V. O.					
Local " " au niveau						Gaines techniques					
CAVES / SOUS-SOL						WC/Autres					
Couloirs/dégagements au niveau						NIVEAU +6					
Couloirs/dégagements au niveau						Couloirs/dégagements					
Cave à eau au niveau						Pelle/local V. O.					
Gaines techniques au niveau						Gaines techniques					
Vide sanitaires au niveau						WC/Autres					
Local " " au niveau						NIVEAU +7					
GAINES DIVERSES						Couloirs/dégagements					
Gaines ventilation						Pelle/local V. O.					
Gaines désenfumage						Gaines techniques					
Gaines climatisation						WC/Autres					
TERRASSE	V					NIVEAU +8					
PARKING	V					Couloirs/dégagements					
Zone de stationnement	V					Pelle/local V. O.					
Sas	V					Gaines techniques					
Rampe						WC/Autres					
Local extracteur						OBSERVATIONS :					
Local " " au niveau											

V = Local visité sans amiante A = Local visité avec amiante NV = Local non visité



Institut Technique des Gaz et de l'Air (ITGA)

15, route des Gardes 92197 MEUDON CEDEX Tel : 01.49.66.75.75 Fax : 01.49.66.65.95



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

accréditation n° 1-0966

RAPPORT D'ANALYSE NUMERO IT060501-4170 EN DATE DU 01/02/2005 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : DBP
9 Rue Edmond Michelet
Z.A. Fontaine du Vaisseau
93360 NEUILLY PLAISANCE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 31/01/2005

Réf. Commande Client : 36465

Réf. Dossier Client : GBA / XLE - ERE - VAPII - 77185MALV000000

Référence Client de l'échantillon :

N°5 - Peinture - 77185MALV000000/05/00/1 - Bâtiment 6 - Escalier Secours - Gaine ascenseur

Réf. Commande ITGA : IT0605-1471

Réf. Echantillon ITGA : IT060501-4170

Description ITGA :

Ecailles de peinture grise

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, filtration, dépôt de carbone

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Ecailles de peinture grise	META le 31/01/2005	Amlante non détecté	---	1

Validé par :

Philippe DECORSE

Analyste

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



Institut Technique des Gaz et de l'Air (ITGA)

15, route des Gardes 92197 MEUDON CEDEX Tél : 01.49.66.75.75 Fax : 01.49.66.65.95



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

accréditation n° 1-0966

RAPPORT D'ANALYSE NUMERO IT060406-1441 EN DATE DU 10/06/2004 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : DEP
9 Rue Edmond Michelet
Z.A. Fontaine du Vaisseau
93360 NEUILLY PLAISANCE

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 08/06/2004

Réf. Commande Client : 32182

Réf. Dossier Client : GBA / XLE/SGA - VAPII - 77185MALV000000

Référence Client de l'échantillon :

4 - Fourreau bitumineux - 77185MALV000000/04/00/1 - Bâtiment 6 - Escalier de secours - Zone de stationnement au niveau 1

Réf. Commande ITGA : IT0604-6640

Réf. Echantillon ITGA : IT060406-1441

Description ITGA :

Matériau souple noir bitumineux

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, filtration, dépôt de carbone

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de préparations
Matériau souple noir bitumineux	META le 10/06/2004	Amiante non détecté	---	1

Validé par :

Philippe DECORSE
Analyste

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Bernard Loisy

Agent Général

Assurances et Finance

5, rue d'Anjou

78000-Versailles

Tél. : 01 39 50 07 26

Fax : 01 39 50 28 87

E-mail : bernard.loisy@agents.agf.fr

AGF IART, COMPAGNIE D'ASSURANCES dont le siège social est situé 87, Rue de Richelieu, 75002 paris, certifie que :

SAS DEP - Diagnostic Environnement

9, rue Edmond Michelet

Z.A. Fontaine du Vaisseau

93360 Neuilly Plaisance

Est garantie par un contrat **RESPONSABILITE CIVILE** sous le n° 37 97 53 31.


Ce contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités déclarées aux dispositions particulières, à savoir :

- Diagnostic et contrôle dans le cadre de la réglementation Amiante selon les décrets parus ou à paraître, sans réalisation de travaux mais avec des prélèvements pour analyse.
- Diagnostic Plomb dans l'eau destinée à la consommation humaine.
- Contrôle des locaux avant et après réalisation de travaux en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité du plomb dans les revêtements.
- Diagnostic légionellose.
- Diagnostic Termites et autres Xylophages.
- Mètre des locaux (loi CARREZ).
- Evaluation des risques professionnels.

La présente attestation valable du 1 Janvier 2005 au 31 Décembre 2005, ne peut engager AGF IART en dehors des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Toute adjonction autre que le cachet et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Fait à Versailles, le 21 Décembre 2004.

 5, rue d'Anjou
78000 VERSAILLES
Tél. 01 39 50 07 26
Fax 01 39 50 28 87

Bernard LOISY

Agent Général

Conformément à l'article L.112-3 du Code des Assurances, la présente Attestation vaut présomption de garantie

Assurances Générales de France Vie :
Société anonyme au capital de
631 961 940 euros. 340 234 962 R.C.S. Paris

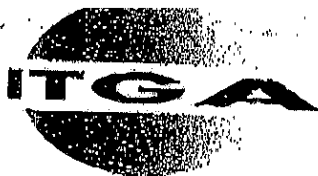
Assurances Générales de France I.A.R.T. :
Société anonyme au capital de
877 736 768 euros. 542 110 291 R.C.S. Paris

Entreprises régies par le Code des Assurances.
Siège Social : 87, rue Richelieu 75002 Paris

Allianz Group

○

○



Institut Technique des Gaz et de l'Air (ITGA)

3, rue Armand Herpin Lacroix - CS n° 46537

35065 RENNES CEDEX

Tél. : 02.99.35.41.41 - Fax : 02.99.35.41.42



ISO 9001 : 2000
Certificat n° PS 70517

— O Mre MANSILLON

Attestation de Compétence

Je soussigné Olivier PEREZ, Directeur Général de l'ITGA, certifie que :

Monsieur LE CALVEZ Xavier
a suivi à Neuilly-Plaisance (93) la formation amiante certifiée* :

« Une bonne pratique du diagnostic Amiante »

lors de la session du 23/01/03 au 24/01/03
d'une durée de 2 jours (soit 16 heures),

et a réussi le contrôle de capacité
pour réaliser les missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des
matériaux et produits contenant de l'amiante
en application du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié.

En foi de quoi, la présente attestation lui a été délivrée
pour valoir et servir ce que de droit.

Fait à Rennes, le 21 mars 2003.

Philippe TROYAUX
Responsable Produit Formation

Olivier PEREZ
Directeur Général

* références de certification :

BSI, organisme certificateur, accrédité par UKAS, RVA et RAB, reconnus par le COFRAC atteste que :
ITGA - Formations
3, rue Armand Herpin Lacroix - CS n° 46537
35065 RENNES CEDEX - France
Organisme de formation déclaré sous le n° 533550679835

* Détient le Certificat n° : PS 70517 et exploite un système de management de la qualité conforme aux exigences de BS EN ISO 9001 : 2000 pour le domaine d'application suivant : « Conception et animation de formations sur les thèmes suivants » : Polluants du bâtiment, santé publique, santé au travail.

* Délivre une formation « Une bonne pratique du diagnostic amiante » conforme aux exigences du référentiel BSI PFORMAMIA/FR de certification des formations délivrées par un organisme de formation selon l'arrêté ministériel du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la conservation effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié.

5 rue Robert Giraudineau – 94300 VINCENNES

☎ 01 58 64 24 01 Fax : 09 70 32 31 69
Email : sarl-expertimmo-paris@orange.fr

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique « amiante » (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 15611392
Date de repérage : 22/11/2016

Références réglementaires et normatives				
Textes réglementaires	Articles R. 1334-17, 18, 20 et 21 et R. 1334-23 et 24 du Code de la Santé Publique ; Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, Arrêté du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011.			

Immeuble bâti visité	
Adresse	Rue :1 BD Malvoisine Code postal, ville :77185 LOGNES Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Etage 4 Lot numéro Non communiqué,
Périmètre de repérage :Ensemble de bureaux, palier, toilettes
Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Année de construction :Bureaux

Le propriétaire et le donneur d'ordre	
Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom :MF IMMOCOM Adresse :7 rue Roland Martin - Bâtiment D 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Le donneur d'ordre	Nom et prénom :MF IMMOCOM Adresse :7 rue Roland Martin - Bâtiment D 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	KAUFMANT Régis	Opérateur de repérage	DEKRA Certification	Obtention : 2013 Échéance : 2018 N° de certification : DTI2110
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	KAUFMANT Régis	Opérateur de repérage	DEKRA Certification	Obtention : 2013 Échéance : 2018 N° de certification : DTI2110

Raison sociale de l'entreprise : EXPERTIMMO PARIS (Numéro SIRET : 49016174200021) Adresse : 5 rue Robert Giraudineau, 94300 VINCENNES Désignation de la compagnie d'assurance : ALLIANZ Numéro de police et date de validité : 56671778 / 01/06/2017				
---	--	--	--	--

Le rapport de repérage
Date d'émission du rapport de repérage : 22/11/2016, remis au propriétaire le 22/11/2016
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 16 pages

Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise :Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse :-

Numéro de l'accréditation Cofrac :-

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R 1334-17 et 18 du code de la construction et de l'habitation prévoit que «*Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation ainsi les propriétaires d'immeuble à usage autre que d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante*»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «*l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code*».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code de la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
	Coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Enduits projetés
	Panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
	Rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses)
	Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

4ème étage - Couloir,	4ème étage - Gaine technique 1,
4ème étage - Bureau 1,	4ème étage - Gaine technique 2,
4ème étage - Bureau 2,	4ème étage - Gaine technique 3,
4ème étage - Bureau 3,	4ème étage - Gaine technique 4,
4ème étage - Bureau 4,	4ème étage - Toilettes Hommes 1 / Urinoir,
4ème étage - Bureau 5,	4ème étage - WC Hommes 1,
4ème étage - Bureau 6,	4ème étage - Pièce 5,
4ème étage - Bureau 7,	4ème étage - Open space 2,
4ème étage - Bureau 8,	4ème étage - Pièce 6,
4ème étage - Bureau 9,	4ème étage - Open space 3,
4ème étage - Bureau 10,	4ème étage - Bureau 15,
4ème étage - Pièce 1,	4ème étage - Bureaux 14 et 13,
4ème étage - Pièce 2,	4ème étage - Bureau 12,
4ème étage - Pièce 3,	4ème étage - Bureau 11,
4ème étage - Pièce 4,	4ème étage - Dégagement Toilettes 2,
4ème étage - Open space 1,	4ème étage - Toilettes dames 2,
4ème étage - Palier 4ème étage,	4ème étage - WC 1 - Dames 2,
4ème étage - Dégagement,	4ème étage - WC 2 - Dames 2,
4ème étage - Toilettes Dames 1,	4ème étage - Toilettes Hommes 2,
4ème étage - WC Dames 1,	4ème étage - Urinoir,
4ème étage - WC Dames 2,	4ème étage - WC 1 Hommes 2

Localisation	Description
4ème étage - Couloir	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 1	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 2	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 3	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 4	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 5	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 6	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 7	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 8	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 9	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 10	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Pièce 1	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Pièce 2	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Pièce 3	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond

Localisation	Description
4ème étage - Pièce 4	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Open space 1	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Palier 4ème étage	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Dégagement	Sol : Carrelage Mur : Faïence Bois et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris alu
4ème étage - Toilettes Dames 1	Sol : Carrelage Mur : Faïence Plafond : Dalle béton Isolant Lambris alu
4ème étage - WC Dames 1	Sol : Carrelage Mur : Faïence Plafond : Dalle béton Isolant Lambris alu
4ème étage - WC Dames 2	Sol : Carrelage Mur : Faïence Plafond : Dalle béton Isolant Lambris alu
4ème étage - Gaine technique 1	Sol : Béton Mur : Béton Carreaux de plâtre Plafond : Béton
4ème étage - Gaine technique 2	Sol : Béton Mur : Béton Carreaux de plâtre Plafond : Béton
4ème étage - Gaine technique 3	Sol : Béton Mur : Béton Carreaux de plâtre Plafond : Béton
4ème étage - Gaine technique 4	Sol : Béton Mur : Béton Carreaux de plâtre Plafond : Béton
4ème étage - Toilettes Hommes 1 / Urinoir	Sol : Carrelage Mur : Faïence Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - WC Hommes 1	Sol : Carrelage Mur : Faïence Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - Pièce 5	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Open space 2	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Pièce 6	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Open space 3	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 15	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureaux 14 et 13	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 12	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Bureau 11	Sol : Ragrée et Moquette collée Mur : Placoplatre Béton et Peinture Plafond : Dalle béton Laine de verre Dalles de faux-plafond
4ème étage - Dégagement Toilettes 2	Sol : Carrelage Mur : Faïence et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - Toilettes dames 2	Sol : Carrelage Mur : Faïence et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - WC 1 - Dames 2	Sol : Carrelage Mur : Faïence et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - WC 2 - Dames 2	Sol : Carrelage Mur : Faïence et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - Toilettes Hommes 2	Sol : Carrelage Mur : Faïence et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - Urinoir	Sol : Carrelage Mur : Faïence et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu
4ème étage - WC 1 Hommes 2	Sol : Carrelage Mur : Faïence et Peinture Plafond : Dalle béton Isolant Lambris Alu

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 22/11/2016

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 22/11/2016

Heure d'arrivée : 11 h 26

Durée du repérage :

4.3 Plan et procédures de prélèvements

Néant

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description	Justification
4ème étage - Couloir; Zones homogènes : 4ème étage - Bureau 1; 4ème étage - Bureau 2; 4ème étage - Bureau 3; 4ème étage - Bureau 4; 4ème étage - Bureau 5; 4ème étage - Bureau 6; 4ème étage - Bureau 7; 4ème étage - Bureau 8; 4ème étage - Bureau 9; 4ème étage - Bureau 10; 4ème étage - Pièce 1; 4ème étage - Pièce 2; 4ème étage - Pièce 3; 4ème étage - Pièce 4; 4ème étage - Open space 1; 4ème étage - Palier 4ème étage; 4ème étage - Pièce 5; 4ème étage - Open space 2; 4ème étage - Pièce 6; 4ème étage - Open space 3; 4ème étage - Bureau 15; 4ème étage - Bureaux 14 et 13; 4ème étage - Bureau 12; 4ème étage - Bureau 11	<u>Identifiant:</u> M001 <u>Description:</u> Dalles de faux-plafond de type ARMSTRONG <u>Liste selon annexe.13-9 du CSP:</u> B <u>Justificatif:</u> sur jugement de l'opérateur	Absence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification** 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait à LOGNES, le 22/11/2016

Par : KAUFMANT Régis



Signature du représentant :

EXPERTIMMO PARIS
SARL au capital de 7.600 €
5, rue Robert Giraudineau
94300 VINCENNES
R.C.S. Créteil 490 161 742

ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 15611392

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

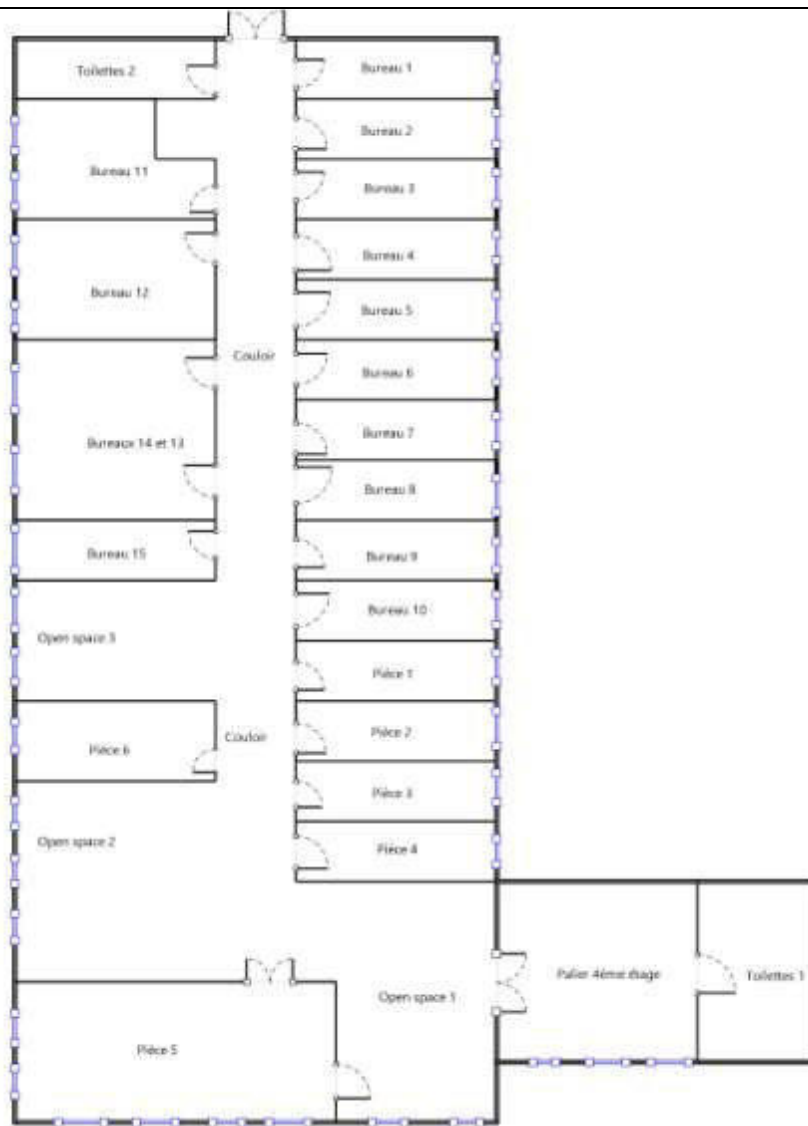
Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

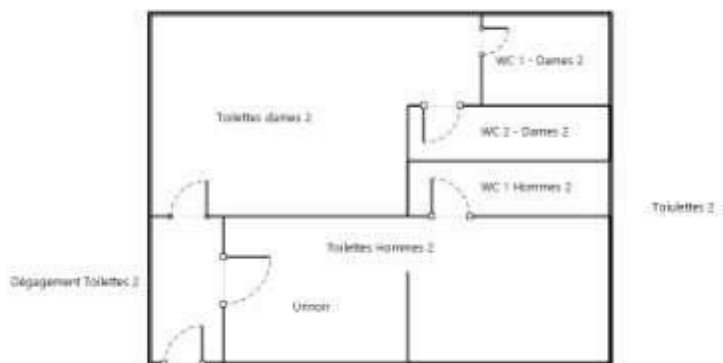
Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes**













- 7.1 Schéma de repérage**
- 7.2 Rapports d'essais**
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations**
- 7.5 Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante**
- 7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage





Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : MF IMMOCOM Adresse du bien : 1 BD Malvoisine 77185 LOGNES
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.
Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Autres documents



ATTESTATION D'ASSURANCE

RESPONSABILITE CIVILE

Allianz IARD, dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS30051, 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX, certifie que :

SARL EXPERTIMMO PARIS
5 RUE ROBERT GIRAUDINEAU
VINCENNES
94300 VINCENNES

est titulaire d'un contrat d'assurance Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le numéro 56671778 qui a pris effet le 1er juin 2016.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance N° 2005-655 du 8 juin 2005 et son décret d'application N° 2006-1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R212-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières à savoir :

Diagnostic Immobilier suivants

- Risque d'exposition au plomb,
- Repérage amiante avant-vente,
- Dossier technique amiante,
- Présence de termites,
- Etat parasitaire,
- Installation intérieure de gaz,
- Installation intérieure d'électricité,
- Risques naturels et technologiques,
- Diagnostic de performance énergétique (y compris neuf)
- Loi Carrez, Loi Boutin
- Repérage amiante avant travaux ou démolition A L'EXCLUSION DE TOUTE ACTIVITE D'EXTRACTION, D'EXPLOITATION ET D'ENLEVEMENT D'AMIANTE,
- Sécurité piscine
- Diagnostic du risque d'intoxication au plomb dans les peintures

La présente attestation est valable, sous réserve du paiement des cotisations, du 1er juin 2016 au 31 mai 2017 à minuit.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz I.A.R.D., au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions,...).

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Etablie à Lyon, le 3 juin 2016

Pour Allianz



Allianz Responsabilité Civile Activités de Services

Attestation d'assurance

Référence RCAS 08-2309

Page 1 sur 1 - Contrat N° 56671778

Allianz Vie
S.A. au capital de 443 854 425 euros
SARL 234 162 RCS Paris
N° TVA : 808 340 234 962
www.allianz.fr

Allianz IARD
S.A. au capital de 991 987 200 euros
SARL 110 291 RCS Paris
N° TVA : 807 052 110 291

Séjour social
87 rue de Valenciennes, 75012 Paris

A compter du 01/01/2016, nouveau siège social :
1, Cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex
Allianz IARD - SARL 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : SARL 234 162 RCS Paris

CERTIFICAT DE COMPETENCES DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER



Régis KAUFMANT

est titulaire du certificat de compétences N° DT2110
pour :

Constat de risque d'exposition au plomb

DU	AU
23/11/2012	22/11/2017

Diagnostic amiante

07/05/2013	06/05/2018
------------	------------

Etat relatif à la présence de termites
(France métropolitaine)

14/12/2012	13/12/2017
------------	------------

Etat de l'installation intérieure d'électricité

04/12/2009	03/12/2014
------------	------------

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que les arrêtés d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques, opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou après pour l'ensemble des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 21 novembre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques, opérateurs de diagnostic et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2008 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de présence de termites dans les immeubles et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 09 décembre 2008 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 13 décembre 2008 ; Arrêté du 8 juillet 2008 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2008 et 2 décembre 2011.

Délivré à Bagneux, le 27 mai 2013

Pour DEKRA Certification S.A.S
Yvan MAILLON, Directeur Général



[Signature]



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

DEKRA Certification S.A.S - 5, Avenue Garlande 92220 Bagneux - Siren 491 590 279 RCS Nanterre
Tél.: 01 41 17 11 24 - www.certification-diagnostiqueurs-immobiliers.fr

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

Résumé de l'expertise n° 15511321

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.

Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Nom du Propriétaire : MF IMMOCOM

Adresse : **6 mail Gaston Planté**

Commune : **77185 LOGNES**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Lot numéro Non communiqué,

Périmètre de repérage : **Local à usage de bureaux situé au rez de chaussée porte gauche dans le hall**

Prestations	Conclusion
Dossier Technique Amiante	Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des sondages et/ou prélèvements doivent être effectués.
ERNMT	Cette commune n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire car: - aucun plan de prévention des risques n'y est prescrit et/ou approuvé, - elle n'est pas située dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5."

Jean-Marie CLOUT
Titulaire du DESS de droit immobilier et de la construction de l'Université Paris II Panthéon Assas

5 rue Robert Giraudineau – 94300 VINCENNES

☎ 01 58 64 24 01 Fax : 09 70 32 31 69
Email : sarl-expertimmo-paris@orange.fr

**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «
amiante »
(listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)**

Numéro de dossier : 15511321
Date du repérage : 10/11/2015

Références réglementaires et normatives	
Textes réglementaires	Articles R. 1334-17, 18, 20 et 21 et R. 1334-23 et 24 du Code de la Santé Publique ; Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, Arrêté du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011.

Immeuble bâti visité	
Adresse	Rue : 6 mail Gaston Planté Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Lot numéro Non communiqué, Code postal, ville : 77185 LOGNES
Périmètre de repérage : Local à usage de bureaux situé au rez de chaussée porte gauche dans le hall
Type de logement : Bureaux > 200 m²
Fonction principale du bâtiment : Bureaux
Année de construction : 1989

Le propriétaire et le donneur d'ordre	
Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : MF IMMOCOM Adresse : 7 rue Roland Martin - Bâtiment D 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : MF IMMOCOM Adresse : 7 rue Roland Martin - Bâtiment D 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	KAUFMANT Régis	Opérateur de repérage	DEKRA Certification	Obtention : 2013 Échéance : 2018 N° de certification : DTI2110
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	KAUFMANT Régis	Opérateur de repérage	DEKRA Certification	Obtention : 2013 Échéance : 2018 N° de certification : DTI2110
Raison sociale de l'entreprise : EXPERTIMMO PARIS (Numéro SIRET : 49016174200021) Adresse : 5 rue Robert Giraudineau, 94300 VINCENNES Désignation de la compagnie d'assurance : GENERALI Numéro de police et date de validité : 213AL298079 / 01/06/2016				

Le rapport de repérage	
Date d'émission du rapport de repérage :	24/11/2015, remis au propriétaire le 24/11/2015
Diffusion :	le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination :	le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 12 pages

Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits ayant fait l'objet d'analyse, ne contenant pas d'amiante :
Dalles de faux plafond (RDC - Local à usage de bureaux)

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise :Institut technique des gaz et de l'air (ITGA)
Adresse :15 route des Gardes 92190 Meudon
Numéro de l'accréditation Cofrac :

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 24/11/2015

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 10/11/2015

Heure d'arrivée : 14 h 16

Durée du repérage :

4.3 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
RDC - Local à usage de bureaux	Identifiant: M001-PR001 Description: Dalles de faux plafond

5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

ocalisation	Identifiant + Description	Justification
Néant	-	-

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification** 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait à LOGNES, le 10/11/2015

Par : KAUFMANT Régis



Signature du représentant :

EXPERTIMMO PARIS
SARL au capital de 7.600 €
5, rue Robert Giraudineau
94300 VINCENNES
R.C.S. Créteil 490 161 742

ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 15511321

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes













7 Annexes

- 7.1 Schéma de repérage**
- 7.2 Rapports d'essais**
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations**
- 7.5 Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante**
- 7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage



Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire : MF IMMOCOM Adresse du bien : 6 mail Gaston Planté 77185 LOGNES</p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
M001-PR001	RDC - Local à usage de bureaux	Plafond	-	Dalles de faux plafond

Copie des rapports d'essais :



15 Route des Gardes
92197 MEUDON CEDEX
Tél : 01.49.66.75.75
Fax : 01.49.66.65.95
www.itga.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT061511-2920 EN DATE DU 24/11/2015 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client :

SARL EXPERTIMMO - PARIS
M. Jean Marie CLOUT
5 rue Robert Giraudineau
94300 VINCENNES

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le : 13/11/2015
Analysé à : ITGA Meudon

Réf. Client :

Commande	15511321
Echantillon	MF IMMOCOM - 6 mail gaston Planté - LOGNES - Dalles de faux plafond - Laine de verre Local - Rdc
Dossier client	

Réf. ITGA :

Commande	IT0615-22157
Echantillon	IT061511-2920
Description ITGA	Faux plafond beige fibreux homogène avec amas fibreux jaune

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique

Technique Analytique :

- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode guide HSG 248 - appendice 2)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de Prépas
Faux plafond beige fibreux homogène avec amas fibreux jaune (inséparable)	MOLP le 20/11/2015	Amiante non détecté	---	2

Validé par : Sophie CAO - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

En liaison avec : DTR024

DTA 164 rev 09

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un

délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
 - b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Autres documents



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, GENERALI IARD, dont le siège social est sis : 7 Boulevard Haussmann - 75456 PARIS, attestons que :

Société EXPERTIMMO PARIS
58 Avenue de Wagram 75017 PARIS
Représentée par Monsieur Jean-Marie CLOUT

est assurée auprès de notre Société par le contrat n° 213AL298079 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers au cours ou à l'occasion de l'exercice de son activité professionnelle déclarée au titre du contrat en référence, à savoir :

- Mesurage loi Carrez
- Repérage amiante
- Constat de risque d'exposition au plomb
- Diagnostic de performance énergétique
- Diagnostic Gaz
- Diagnostic des installations électriques
- Etat parasite
- Etat des risques naturels et technologiques
- Radon
- Dossier technique amiante
- Repérage amiante avant démolition ou travaux
- Diagnostic technique SRU mise en copropriété
- Assainissement individuel et collectif
- Millièmes de copropriété, et modificatifs d'état descriptif de division
- Recherche de plomb dans l'eau
- Légionnelles
- Normes de surfaces et d'habitabilité
- Logement décent
- Certificat investissement locatif dans l'ancien (Loi de Robien)
- Etat des lieux locatifs
- Sécurité piscine
- Diagnostic du risque d'intoxication par le plomb dans les peintures

A concurrence des montants ci-après :

MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES :

(A) RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION

GARANTIES	MONTANT DES GARANTIES	FRANCHISE PAR SINISTRE
Dommages corporels, matériels et immatériels	5.000.000 € par sinistre	Dommages corporels : néant Dommages matériels : 500 € Dommages immatériels : 500 €
Dont : Dommages résultant d'une faute inexcusable	2.500.000 € par sinistre	5.000 € par victime
Dont : Dommages de pollution accidentelle	500.000 € par sinistre, par période d'assurance	3000 € par sinistre
et Dommages aux biens confiés	500.000 € par sinistre	500 € par sinistre
et Dommages immatériels non consécutif	500.000 € par sinistre	500 € par sinistre

(B) RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE :

GARANTIES	MONTANT DES GARANTIES	FRANCHISE PAR SINISTRE
Dommages corporels, matériels et immatériels confondus	300 000 € par sinistre, 500 000 € par période d'assurance	Dommages corporels = néant Toutes autres activités : 3000 €

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit pour la période
Du 01 juin 2015 au 01 juin 2016 à 00h00

Et n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.

Fait à Paris, le 10 juin 2015

Pour la Compagnie
Par délégué

CERTIFICAT DE COMPETENCES

DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER


Régis KAUFMANT

 titulaire du certificat de compétences N° DT2110
 pour :

	DU	AU
Constat de risque d'exposition au plomb	23/11/2012	22/11/2017
Diagnostic amiante	07/05/2013	06/05/2018
Etat relatif à la présence de termites (France métropolitaine)	14/12/2012	13/12/2017
Etat de l'installation intérieure d'électricité	04/12/2009	03/12/2014

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles, et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 21 novembre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de diagnostic amiante dans les immeubles, et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 10 octobre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites, dans les bâtiments et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 14 décembre 2008 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de conformité des installations électriques et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 10 décembre 2008 et 2 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité, et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par l'arrêté du 15 décembre 2008 ; Arrêté du 8 juillet 2008 décernant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 10 décembre 2008 et 2 décembre 2011.

Délivré à Bagneux, le 27 mai 2013

 Pour DEKRA Certification S.A.S.
 Yvan MAINGUY, Directeur Général


 Numéro d'accréditation :
 4-0091
 Portée disponible
 sur www.cofrac.fr

 DEKRA Certification S.A.S. : 5, Avenue Garande 92220 Bagneux - Siren 491 590 279 RCS Nanterre
 Tél. : 01 41 17 11 24 - www.certification-diagnostic-immo-certificat.fr

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible



Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 -5 et R 125 -26 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n°

du

mis à jour le

Informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse commune

6 Mail Gaston Planté

code postal
ou code Insee

77185

LOGNES

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn
- prescrit 1 oui ☐ non ☐
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn
- appliqué par anticipation 1 oui ☐ non ☐
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn
- approuvé 1 oui ☐ non ☐

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :

inondation ☐

crue torrentielle ☐

mouvements de terrain ☐

Avalanches ☐

sécheresse ☐

cyclone ☐

remontée de nappe ☐

Feux de forêt ☐

séisme ☐

volcan ☐

autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

Cette commune n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire car:

- aucun plan de prévention des risques n'y est prescrit et/ou approuvé,
- elle n'est pas située dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5."

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels

2 oui ☐

non ☒

2 si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés

oui ☐

non ☐

4. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers [PPR m] en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier.

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers
- prescrit 3 oui ☐ non ☒
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers
- appliqué par anticipation 3 oui ☐ non ☒
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers
- approuvé 3 oui ☐ non ☒

mouvements de terrain ☐

autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers

4 oui ☐

non ☒

4 si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés

oui ☐

non ☐

5. Situation de l'immeuble regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques [PPR t]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé

5 oui ☐

non ☒

5 si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique ☐

effet thermique ☐

effet de surpression ☐

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé

oui ☐

non ☒

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques

6 oui ☐

non ☒

6 si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés

oui ☐

non ☐

6. Situation de l'immeuble regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité en application des articles R563-4 et D563-8-1 du Code de l'environnement.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité

zone 5 ☐
forte

zone 4 ☐
moyenne

zone 3 ☐
modérée

zone 2 ☐
faible

zone 1 ☐
très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement.

- > L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente

oui ☐

non ☒

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. Vendeur - Bailleur

Rayer la mention inutile

Nom

Prénom

9. Acquéreur – Locataire

Nom prénom

Rayer la mention inutile

10. Lieu/Date à

le

Attention !

S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement

En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.

QUI DOIT ET COMMENT REMPLIR L'ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES ?

LORS DE TOUTE TRANSACTION IMMOBILIERE EN ANNEXE DE TOUT TYPE DE CONTRAT DE LOCATION ECRIT, DE RESERVATION D'UN BIEN EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT, DE LA PROMESSE DE VENTE OU DE L'ACTE REALISANT OU CONSTATANT LA VENTE D'UN BIEN IMMOBILIER BÂTI OU NON BÂTI

Quelles sont les personnes concernées ?

- Au terme des articles L. 125-5 et R 125-23 à 27 du code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

- Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application du code de l'environnement (article L. 562-2).
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
 - la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte;
 - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
 1. un ou plusieurs extraits des documents permettant de délimiter les zones de la commune exposées aux risques pris en compte ;
 2. une fiche permettant de préciser la nature et, dans la mesure du possible, l'intensité des risques dans chacune des zones et périmètres délimités par le plan prévention des risques naturels ou technologiques et dans les zones de sismicité 2, 3, 4, 5 .
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
 - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles, ou approuvant un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou un plan de prévention des risques technologiques, ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
 - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune faisant l'objet d'un de ces plans.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Certains peuvent être directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

Qui établit l'état des risques ?

- L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Cet état doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de colocation, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires.

Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des risques mentionne la sismicité et les risques naturels ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention et auxquels le bien est exposé. Cet état est accompagné des extraits des documents de référence permettant de localiser le bien au regard de ces risques.

Comment remplir l'état des risques ?

- Il suffit de reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence : situation au regard du ou des plans de prévention, nature des risques encourus et sismicité locale.

L'obligation d'information sur un dommage consécutif à une catastrophe naturelle ou technologique

- Dans le cas où la commune a fait l'objet d'un ou plusieurs arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique, et si le bien a fait l'objet d'une indemnisation particulière, il convient d'annexer au contrat une déclaration du ou des sinistres indemnisés et dont on a connaissance. Cette déclaration ne fait pas l'objet d'un imprimé particulier.

La conservation de l'état des risques

- Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail dont il est une composante.

Pour en savoir plus, consultez www.prim.net

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement – Arche Nord 925055 La Défense cedex

Standard +(33) 1 40 81 21 22

<http://www.developpement-durable.gouv.fr>

**GEXPERTISE**

Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante (DTA)

- Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.
- La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de

Fiche associée au rapport de repérage SV1 – n° 1284/Parties privatives
Établi en un exemplaire original le 10/03/2008

Date de création	10/03/2008
Historique des dates de mise à jour	14/03/2013_1 ^{ère} mise à jour 03/02/2015_2 ^{ème} mise à jour 30/03/2018_3 ^{ème} mise à jour
Référence du présent DTA	SV1 – n° 1284/Parties privatives

1. Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

Etablissement

Type de bien :	Bâtiment à usage de bureaux
Date du permis de construire (à défaut, date de construction) :	Environ 1990
Adresse complète :	8 rue Sainte Claire Deville - 1 Boulevard de la Malvoisine 77185 LOGNES
Référence cadastrale :	Section : AD - Parcelle : 156
Bien en copropriété :	Lots de volume 2, 12 et 13 et lot de volume 3 (lots de copropriété n° 3001 à 3072 et 3128 à 3142)

Propriétaire

Désignation du Propriétaire :

Nom :	LYON IMMEUBLES VENDOMES
Adresse :	74, rue Louis Rustin-Batiment Europa N°3-Archamps Technopole 74166 SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS

G181968FR

Détenteur du dossier technique amiante :**Le dossier technique amiante est détenu par :**

Nom :

Fonction :

Service :

Adresse complète :

Téléphone :

Modalités de consultation :

Lieu

(dont les possibilités de consultation sur support dématérialisé)

Horaire :

Contact, si différent du détenteur du dossier :

2. Rapports de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
CB814/1621045/1 – rév. 00	28/08/2006	BUREAU VERITAS M. S. HOLBECQ	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE ASL Espace Lognes 8, rue Sainte Claire Deville 77200 LOGNES (Parties communes)
CB814/1621045/1 – rév. 00	28/08/2006	BUREAU VERITAS M. S. HOLBECQ	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE SDC Parking Espace Lognes 8, rue Sainte Claire Deville 77200 LOGNES (Parking)
SV1 – n° 1284/Parties privatives	10 mars 2008	SIENA INGENIERIE M. O. MARTIN et M. R. MAOUEDJ	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE Parties privatives Lots de volume 2, 12 et 13 Lot de volume 3 (lots de copropriété n° 3001 à 3072 et 3128 à 3142)
50717	14/03/2013	B.C.T.B. EXPERTISES & DIAGNOSTICS IMMOBILIERS M. D. J. BENKEMOUN	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE Parties privatives Un immeuble de bureaux meublé, composé de : Lot de volume 2 – bureaux, Lots de volume 12/13 – Parking ext., Lots de copro n° 3001 à 3072, 3128 à 3142
G15_6835A_Evaluation MPCA	03/02/2015	GEXPERTISE CONTRÔLES M. G. DE AMORIM	Mission en vue de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) à intégrer au dossier technique amiante

G181968FR

**Siège social**6, rue de Wolfenbüttel
92318 Sèvres Cedex
Tél : +33 1 46 26 14 23
E-mail : contact@gexpertise.fr**Agence Nouvelle-Aquitaine**56 rue de Saget
33800 Bordeaux
Tél : +33 5 57 51 41 15
E-mail : aquitaine@gexpertise.fr**Agence Hauts-De-France**55-57 rue Jean Jaurès
59000 Lille
Tél : +33 3 66 72 61 28
E-mail : nord@gexpertise.fr**Agence PACA**41 avenue Cdt Jean Loste
83100 Toulon
Tél : +33 4 94 20 38 55
E-mail : paca@gexpertise.fr

G15_6835A_Avenant point 4 liste B	03/02/2015	GEXPERTISE CONTRÔLES M. G. DE AMORIM	Avenant a l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux et produits contenant de l'amiante, selon le décret n° 2011-629 et à l'arrêté de décembre 2012.
G181968A_Evaluation MPCA	30/03/2018	GEXPERTISE S. TOUALI	Mission en vue de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) à intégrer au dossier technique amiante

MPCA = Matériaux ou produits contenant de l'amiante

3. Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	Numéro de référence du rapport de repérage	Liste des locaux visités ¹	Liste des locaux non visités ² devant donner lieu à une prochaine visite
Repérage des matériaux de la liste A et de la liste B en application du décret n° 96- 97 du 7 février 1996 modifié selon les articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique	CB814/1621045/1 – rév. 00 DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE ASL Espace Lognes 8, rue Sainte Claire Deville 77200 LOGNES (Parties communes)	Cf. rapport établi par la société BUREAU VERITAS - M. S. HOLBECQ en date du 28/08/2006	Cf. rapport établi par la société BUREAU VERITAS - M. S. HOLBECQ en date du 28/08/2006
Repérage des matériaux de la liste A et de la liste B en application du décret n° 96- 97 du 7 février 1996 modifié selon les articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique	CB814/1621045/1 – rév. 00 DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE SDC Parking Espace Lognes 8, rue Sainte Claire Deville 77200 LOGNES (Parking)	Cf. rapport établi par la société BUREAU VERITAS - M. S. HOLBECQ en date du 28/08/2006	Cf. rapport établi par la société BUREAU VERITAS - M. S. HOLBECQ en date du 28/08/2006
Repérage des matériaux de la liste A et de la liste B en application du décret n° 96- 97 du 7 février 1996 modifié selon les articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique	SV1 – n° 1284/Parties privatives DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE Parties privatives Lots de volume 2, 12 et 13 Lot de volume 3 (lots de copropriété n° 3001 à 3072 et 3128 à 3142)	Cf. rapport établi par la société SIENA INGENIERIE - M. O. MARTIN et M. R. MAOUEJ en date du 10 mars 2008	Cf. rapport établi par la société SIENA INGENIERIE - M. O. MARTIN et M. R. MAOUEJ en date du 10 mars 2008
Repérage des matériaux de la liste A et de la liste B en application du décret n° 96- 97 du 7 février 1996 modifié selon les articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique	50717 DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE Parties privatives Un immeuble de bureaux meublé, composé de : Lot de volume 2 – bureaux, Lots de volume 12/13 – Parking ext., Lots de copro n° 3001 à 3072, 3128 à 3142.	Cf. rapport établi par la société B.C.T.B. EXPERTISES & DIAGNOSTICS IMMOBILIERS - M. D. J. BENKEMOUN en date du 14/03/2013	Cf. rapport établi par la société B.C.T.B. EXPERTISES & DIAGNOSTICS IMMOBILIERS - M. D. J. BENKEMOUN en date du 14/03/2013

G181968FR

Evaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante	G15_6835A_Evaluation MPCA	Parkings, Toiture-terrasse (au-dessus du niveau 6), Façade et Jardin extérieur (partie accessible)	Cf. rapport établi par la société GEXPERTISE CONTROLES - M. G. DE AMORIM en date du 03/02/2015
Repérage complémentaire (éléments extérieurs : point 4 de la liste B de l'annexe 13.9)	G15_6835A_Avenant point 4 liste B	Parkings, Toiture-terrasse (au-dessus du niveau 6), Façade et Jardin extérieur (partie accessible)	Cf. rapport établi par la société GEXPERTISE CONTROLES - M. G. DE AMORIM en date du 03/02/2015
Evaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante	G181968A_Evaluation MPCA	Parkings, Toiture-terrasse (au-dessus du niveau 7) et Jardin extérieur	Cf. rapport établi par la société GEXPERTISE – S. TOUALI en date du 30/03/2015

¹ Tous les locaux doivent obligatoirement être visités² Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (ex : locaux inaccessibles, clefs absentes ...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

4. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou Produit	Localisation précise ¹	Etat de conservation ²	Mesures obligatoires associées ^{2*}
Sans objet					

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

² Matériaux liste A :

N=1 : Bon état de conservation, une évaluation périodique de l'état de conservation, tous les 3 ans est obligatoire en application de l'article R.1334-27

N=2 : Etat intermédiaire de conservation, une mesure d'empoussièrement est obligatoire en application de l'article R.1334-27

N=3 : Matériaux dégradés, des travaux de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante s'imposent en application de l'article R.1334-27

G181968FR

 **Siège social**
6, rue de Wolfenbüttel
92318 Sèvres Cedex
Tél : +33 1 46 26 14 23
E-mail : contact@gexpertise.fr

 **Agence Nouvelle-Aquitaine**
56 rue de Saget
33800 Bordeaux
Tél : +33 5 57 51 41 15
E-mail : aquitaine@gexpertise.fr

 **Agence Hauts-De-France**
55-57 rue Jean Jaurès
59000 Lille
Tél : +33 3 66 72 61 28
E-mail : nord@gexpertise.fr

 **Agence PACA**
41 avenue Cdt Jean Loste
83100 Toulon
Tél : +33 4 94 20 38 55
E-mail : paca@gexpertise.fr

SAS au capital de 114 296 € | RCS Nanterre | SIRET : 508 008 984 00025 | Code NAF : 7022Z | N° TVA intracommunautaire : FR18 508 008 984

www.gexpertise.fr

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou Produit	Localisation précise 1	Etat de conservation 2	Mesures préconisées par l'opérateur
28/08/06	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE ASL Espace Lognes 8, rue Sainte Claire Denville 77200 LOGNES (parties communes)	Plaques rigoles en amiante-ciment	Extérieur Jardin	Non visible lors de la réalisation du diagnostic sur l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en date du 28/03/18. En l'absence de tout document attestant de leurs retraits, les matériaux sont considérés comme présents et recouverts.	Evaluation du matériau amianté dans un délai maximum de 3 ans
14/03/13	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE Parties privatives Un immeuble de bureaux meublé, composé de : Lot de volume 2 – bureaux, Lots de volume 12/13 – Parking ext., Lots de copro n° 3001 à 3072, 3128 à 3142.	Gaine de ventilation haute en amiante-ciment	Niveau 1 Parking et local production eau chaude cuisine	EP	Evaluation du matériau amianté dans un délai maximum de 3 ans

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

² Matériaux liste B : Conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage

G181968FR

 **Siège social**
6, rue de Wolfenbüttel
92318 Sèvres Cedex
Tél : +33 1 46 26 14 23
E-mail : contact@gexpertise.fr

 **Agence Nouvelle-Aquitaine**
56 rue de Saget
33800 Bordeaux
Tél : +33 5 57 51 41 15
E-mail : aquitaine@gexpertise.fr

 **Agence Hauts-De-France**
55-57 rue Jean Jaurès
59000 Lille
Tél : +33 3 66 72 61 28
E-mail : nord@gexpertise.fr

 **Agence PACA**
41 avenue Cdt Jean Loste
83100 Toulon
Tél : +33 4 94 20 38 55
E-mail : paca@gexpertise.fr

SAS au capital de 114 296 € | RCS Nanterre | SIRET : 508 008 984 00025 | Code NAF : 7022Z | N° TVA intracommunautaire : FR18 508 008 984

www.gexpertise.fr

Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou Produit	Localisation précise 1	Etat de conservation 2	Mesures préconisées par l'opérateur
10/03/08	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE Parties privatives Lots de volume 2, 12 et 13 Lot de volume 3 (lots de copropriété n° 3001 à 3072 et 3128 à 3142)	Cordon situé sur la chicane de guidage de la porte coupe-feu	Niveau 1 Parking	Non visible lors de la réalisation du diagnostic sur l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en date du 28/03/18. En l'absence de tout document attestant de leurs retraits, les matériaux sont considérés comme présents et recouverts.	Evaluation du matériau amianté dans un délai maximum de 3 ans

5. Les évaluations périodiques

Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau ou Produit concerné	Localisation	Etat de conservation 2	Mesures d'empoussièrément
Sans objet				

Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau ou Produit concerné	Localisation	Etat de conservation 2	Mesures d'empoussièrément
28/03/2018	Plaques rigoles en amiante-ciment	Extérieur Jardin	Sur la base des matériaux repérés dans le rapport n° CB814/1621045/1 – rév. 00, établi par la société BUREAU VERITAS, en date du 28 août 2006, précédemment établis, non visible lors de la réalisation du diagnostic sur l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en date du 28/03/18. En l'absence de tout document attestant de leurs retraits, les matériaux sont considérés comme présents et recouverts	
29/01/15	Gaine de ventilation haute en amiante-ciment	Niveau 1 Parking et local production eau chaude cuisine	Bon état apparent	Sans objet

G181968FR

Evaluation obligatoire des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau ou Produit concerné	Localisation	Etat de conservation 2	Mesures d'empoussièrément
28/03/2018	Cordon situé sur la chicane de guidage de la porte coupe-feu	Niveau 1 Parking	Sur la base des matériaux repérés dans le rapport n° CB814/1621045/1 – rév. 00, établi par la société BUREAU VERITAS, en date du 28 aout 2006, précédemment établis, non visible lors de la réalisation du diagnostic sur l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en date du 28/03/18. En l'absence de tout document attestant de leurs retraits, les matériaux sont considérés comme présents et recouverts	

6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires :

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou Produit	Localisation précise ¹	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Date des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrément (article R. 1334-29-3 du code de la santé publique)

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou Produit	Localisation précise ¹	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Date des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrément (article R. 1334-29-3 du code de la santé publique)

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

G181968FR

 **Siège social**
6, rue de Wolfenbüttel
92318 Sèvres Cedex
Tél : +33 1 46 26 14 23
E-mail : contact@gexpertise.fr

 **Agence Nouvelle-Aquitaine**
56 rue de Saget
33800 Bordeaux
Tél : +33 5 57 51 41 15
E-mail : aquitaine@gexpertise.fr

 **Agence Hauts-De-France**
55-57 rue Jean Jaurès
59000 Lille
Tél : +33 3 66 72 61 28
E-mail : nord@gexpertise.fr

 **Agence PACA**
41 avenue Cdt Jean Loste
83100 Toulon
Tél : +33 4 94 20 38 55
E-mail : paca@gexpertise.fr

SAS au capital de 114 296 € | RCS Nanterre | SIRET : 508 008 984 00025 | Code NAF : 7022Z | N° TVA intracommunautaire : FR18 508 008 984

www.gexpertise.fr

7. Les recommandations générales de sécurité :

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment.

Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels

soumis aux dispositions du [code du travail](#)

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux [dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail](#). Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

G181968FR

 **Siège social**
6, rue de Wolfenbüttel
92318 Sèvres Cedex
Tél : +33 1 46 26 14 23
E-mail : contact@gexpertise.fr

 **Agence Nouvelle-Aquitaine**
56 rue de Saget
33800 Bordeaux
Tél : +33 5 57 51 41 15
E-mail : aquitaine@gexpertise.fr

 **Agence Hauts-De-France**
55-57 rue Jean Jaurès
59000 Lille
Tél : +33 3 66 72 61 28
E-mail : nord@gexpertise.fr

 **Agence PACA**
41 avenue Cdt Jean Loste
83100 Toulon
Tél : +33 4 94 20 38 55
E-mail : paca@gexpertise.fr

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le [décret n° 88-466 du 28 avril 1988](#) relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du [code du travail](#) doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

G181968FR

 **Siège social**
6, rue de Wolfenbüttel
92318 Sèvres Cedex
Tél : +33 1 46 26 14 23
E-mail : contact@gexpertise.fr

 **Agence Nouvelle-Aquitaine**
56 rue de Saget
33800 Bordeaux
Tél : +33 5 57 51 41 15
E-mail : aquitaine@gexpertise.fr

 **Agence Hauts-De-France**
55-57 rue Jean Jaurès
59000 Lille
Tél : +33 3 66 72 61 28
E-mail : nord@gexpertise.fr

 **Agence PACA**
41 avenue Cdt Jean Loste
83100 Toulon
Tél : +33 4 94 20 38 55
E-mail : paca@gexpertise.fr

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

G181968FR

Siège social

6, rue de Wolfenbüttel
92318 Sèvres Cedex
Tél : +33 1 46 26 14 23
E-mail : contact@gexpertise.fr

Agence Nouvelle-Aquitaine

56 rue de Saget
33800 Bordeaux
Tél : +33 5 57 51 41 15
E-mail : aquitaine@gexpertise.fr

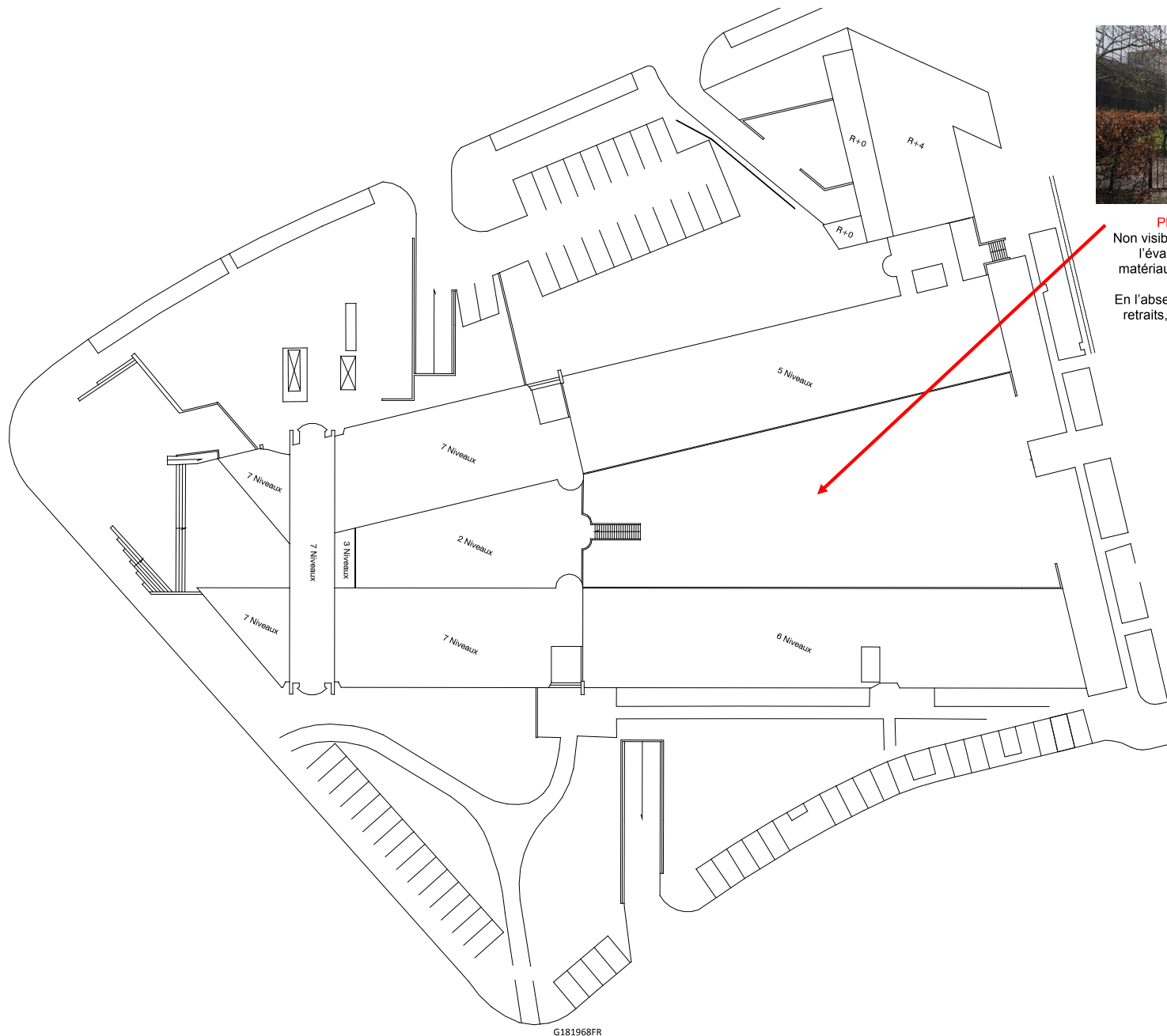
Agence Hauts-De-France

55-57 rue Jean Jaurès
59000 Lille
Tél : +33 3 66 72 61 28
E-mail : nord@gexpertise.fr

Agence PACA

41 avenue Cdt Jean Loste
83100 Toulon
Tél : +33 4 94 20 38 55
E-mail : paca@gexpertise.fr

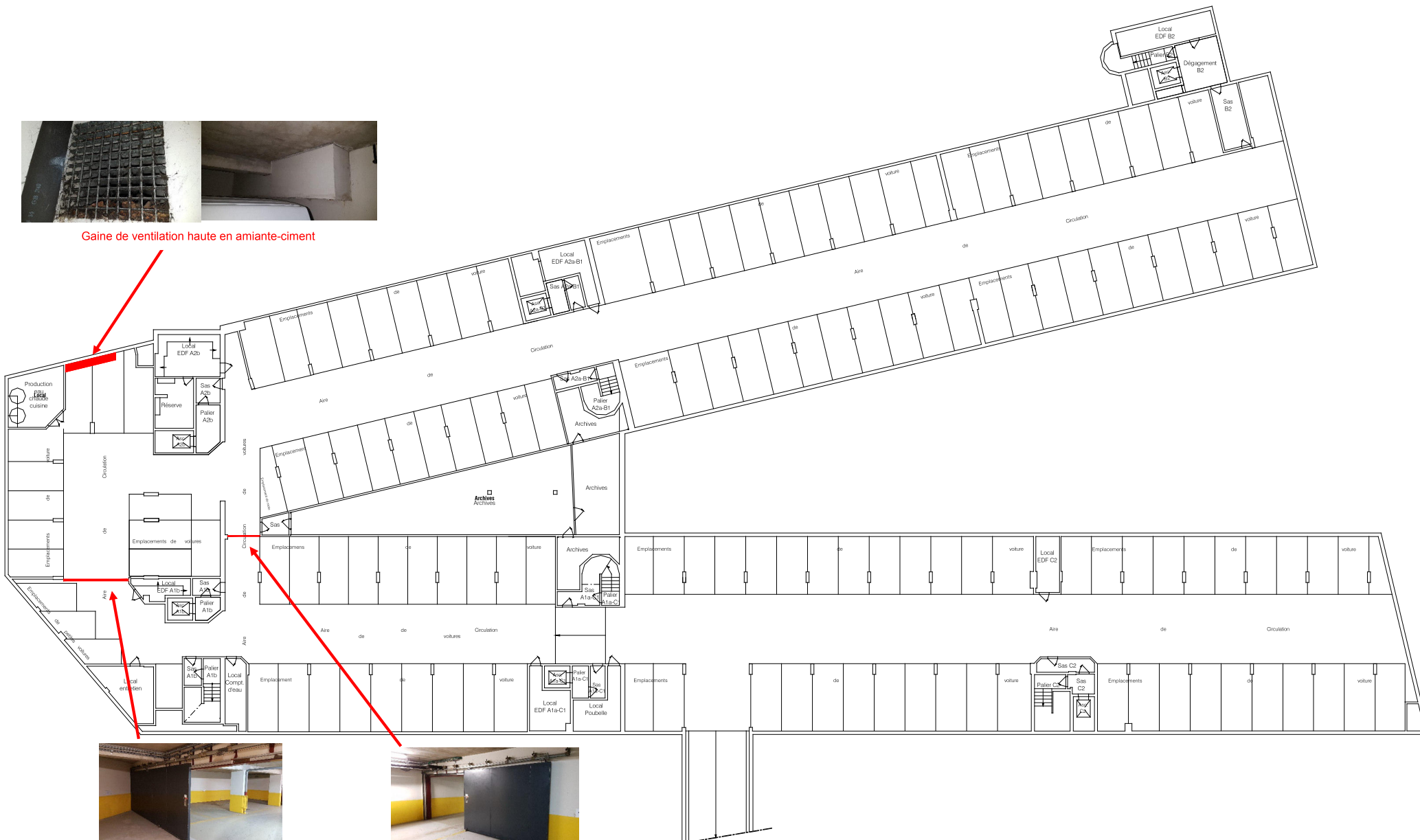
8. Plans et/ou photos et/ou croquis :



Plaques rigoles en amiante-ciment
Non visible lors de la réalisation du diagnostic sur l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en date du 28/03/18.
En l'absence de tout document attestant de leurs retraits, les matériaux sont considérés comme présents et recouverts.



Gaine de ventilation haute en amiante-ciment



Cordon situé sur la chicane de guidage de la porte coupe-feu

Non visible lors de la réalisation du diagnostic sur l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en date du 28/03/18.

En l'absence de tout document attestant de leurs retraits, les matériaux sont considérés comme présents et recouverts.

G181968FR



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc.).
This statement is intended to be delivered to those of your creditors or debtors who have transactions posted to your account (credit transfers, invoice payments, etc.).

IDENTIFICATION NATIONALE / DOMESTIC IDENTIFICATION

Code Banque	Indicatif	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30002	01631	0000073028H	92	RGPNO PARIS CHAMPS ELYSEES

IDENTIFICATION INTERNATIONALE / INTERNATIONAL IDENTIFICATION

IBAN		BIC / Adresse Swift
FR84 3000 2016 3100 0007 3028 H92		CRLYFRPPXXX

TITULAIRE DU COMPTE : RESEAU BROKERS

Libellé complémentaire: SIÈGE : 32 AVENUE KLÉBER 75116 PARIS